

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 52. — Vendredi 5 Septembre 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Les grèves du Nord: qui fait le jeu des réformistes ?

Les dirigeants du parti contre le front unique

Malgré l'opération de sabotage du mouvement réalisée par les chefs réformistes à Lille, la masse des ouvriers du textile du Nord est toujours en lutte contre la diminution des salaires camouflée en versement ouvrier pour les assurances sociales.

Dans le secteur de Roubaix-Tourcoing, les ouvriers textiles résistent à la fois aux patrons du consortium et aux chefs réformistes.

Car ne nous y trompons pas. La volonté des chefs réformistes de ne pas céder aux conditions patronales, n'est que pure apparence. C'est la crainte de perdre la direction du mouvement qui les anime.

Crainte justifiée lorsqu'on se rappelle que l'ensemble des grévistes de Roubaix-Tourcoing avaient refusé d'accepter les soi-disant concessions obtenues par le ministre Lava; et les chefs réformistes, «concessions» qui consistaient à troquer le nom de la prime d'esclavage dite de «fidélité» en prime de «stabilité».

Crainte justifiée lorsqu'on voit les grévistes de Roubaix-Tourcoing mener la vie dure aux jaunes. Mais il serait vain de se dissimuler que les chefs réformistes ont encore la possibilité de mener à bien leurs procédés coutumiers de sabotage des revendications.

La comédie que jouent actuellement les Blum et ses confrères de la C.G.T. contre le Ley est bien caractéristique. Le Ley était, proclamé i. s., aux ordres de la Kommandantur pendant la guerre.

Les chefs socialistes et confédérés, avec un grand élan de patriotisme, dénoncent le Ley. Ils sont évidemment qualifiés et pour un peu, ils rappelleraient qu'eux étaient dans «l'Union sacrée», de bons Français.

Mais ce qui importe surtout aux ouvriers textiles du Nord, c'est moins la démonstration que Ley ait été au service d'une Kommandantur allemande ou française, que l'obtention de leurs revendications, que leur refus de souscrire à la diminution des salaires appelée : versement ouvrier.

«Dignité» ! «Question de dignité», hurlent hypocritement les réformistes. Oui, les ouvriers du Nord ne veulent pas accepter la monstrueuse prime de «fidélité»; mais ils tiennent à leur 0 fr. 25, ils tiennent à arracher de quoi compenser le versement ouvrier; tandis que les chefs réformistes avec leur «dignité» et Ley «de la Kommandantur» feignent «d'oublier» cette légitime revendication.

Et Marly-Rolland, délégué de la C.G.T. dans les grèves du Nord, n'écrivait-il pas (Peuple du 7 septembre) :

«On doit être reconnaissant, et les ouvriers le sont, de la bonne foi et de la bonne volonté du ministre du Travail

qui s'acharne à trouver la solution du conflit des plus difficiles, puisqu'il n'est fait que de questions de sentiment, aggravées par des questions de personnes.»

Voilà comment, avec leurs radotages sur les «questions de sentiment», les chefs réformistes escamotent les 0 fr. 25, revendication préliminaire.

Le consortium textile, lui-même, rappelle, dans une note que le 22 juillet 1930, les secrétaires des syndicats cégélistes lui ont écrit pour réclamer : «soit le paiement par le patronat du versement ouvrier, aux assurances sociales, sans aucune condition de temps de présence à l'usine, soit une augmentation de salaires de 0 fr. 25 l'heure.»

C'est donc, dans ce cas, qui voit distinctement ce qu'ils désirent les chefs réformistes qui redoublent avec beaucoup d'impudence d'imprécations contre les communistes coupables de «bluff et de surenchère», car les chefs réformistes n'appellent pas surenchère l'escamotage des 0 fr. 25; ils ont raison. Cela s'appelle plutôt : trahison.

Dans ces conditions, il semblait impossible que les dirigeants communistes laissent passer une aussi excellente occasion de montrer aux grévistes du Nord, comment les chefs réformistes, sous couleur de polémiques contre Ley, abandonnent la revendication des 0 fr. 25. Mais c'était trop espérer des Thorez.

Les dirigeants du Parti tiennent à faire comprendre «qu'ils n'ont ni rien appris, ni rien oublié». Le déluge de phrases pseudo-gauches contre les chefs réformistes, masquent un politique au fond, plateatement opportuniste.

«Il faut en finir avec le verbalisme pseudo-gauchiste» disait Gilton; Gilton et ses amis ne font que continuer le «verbalisme pseudo-gauchiste» dans le Nord.

Front unique, disent les dirigeants du Parti; mais ils sabotent le front unique en ne reprenant pas le mot d'ordre des 0 fr. 25 abandonné par les chefs réformistes. Maintenir le mot d'ordre des 0 fr. 50 ne peut que faire le jeu de ces derniers.

Ce que veulent les chefs réformistes c'est faire rentrer les grévistes de Roubaix-Tourcoing sur la base du «compromis» de Lille. Ce fameux «compromis» qui n'est qu'une capitulation sur toute la ligne.

Thorez, Porreye et Bourneton rient beaucoup; mais les chefs réformistes ne semblent pas autrement inquiets.

La non-application du front unique par les dirigeants du Parti fait le jeu des chefs réformistes. Cela, il faut que l'Opposition communiste le fasse comprendre aux ouvriers communistes. Ainsi participera-t-elle effectivement à déjouer les combinaisons de trahison que préparent, sur le dos des grévistes du Nord, les chefs réformistes.

Pedro Garcia Lavid frappé par la justice de classe espagnole et abandonné par le Secours Rouge

«En Espagne, les trotskystes ont ouvertement appelé au front unique avec le parti socialiste espagnol qui lutte avec la police contre le mouvement gréviste révolutionnaire.»

(Déclaration des délégations françaises et chinoises au 5^e Congrès de l'I. S. R. Pravda du 24 août.)

Nous avons déjà dit que notre camarade Pedro Garcia Lavid est détenu à Bilbao pour fait de grève. A son arrestation il fut trouvé porteur d'un revolver. C'est le seul chef d'accusation qu'on put retenir contre lui. Mais la police de Berenguer avait affaire à un communiste, ayant un beau passé révolutionnaire. Elle a su se venger : depuis trois mois notre camarade est en prison et, chose exceptionnelle, en Espagne où les condamnations politiques sont indéfiniment retardées d'une année en année, (elles ne mettent jamais moins de 10 à 12 mois), il est déjà jugé et condamné à trois ans de bagne et mille pesetas d'amende, ce qui équivaut à presque quatre ans de bagne. C'est là une condamnation inique et sans précédent : des centaines de personnes arrêtées en Espagne pour des faits analogues ne sont pas condamnés à plus de quatre mois de prison. Le jugement a été avancé et prononcé en hâte de peur que le rétablissement de la situation de droit ne le fasse mettre en liberté. Pedro Garcia Lavid actuellement emprisonné à Bilbao est menacé d'être transféré incessamment dans un bagne, à Burgos sans doute, pour quatre ans. Ce serait la mort pour notre cher camarade.

Un passé de révolutionnaire

Pedro qui n'a que 26 ans a déjà subi cinq ans de bagne pour son activité révolutionnaire. Il fut arrêté en 1923, pendant la grève générale de Biscaye et condamné par les tribunaux de Primo de Rivera. Expédié au pénitencier de Burgos, il y souffrit les plus grandes tortures morales et physiques, comme on sait les infliger en Espagne aux prisonniers. Mis en liberté en 1928, après les cinq terribles années, il émigra à l'étranger, ne cessant pas de lutter pour ses idées communistes, ce qui lui valut des persécutions policières et l'expulsion du Luxembourg, de la Belgique et de la France. Revenu en Espagne, avec l'intention de lutter de toutes ses forces pour le triomphe du

communisme, il défendit avec chaleur et enthousiasme les conceptions marxistes et léninistes de l'opposition de gauche contre les grossières déformations du Stalinisme.

Honteuse carence du Secours Rouge

Depuis son arrivée en Espagne, notre ami n'a cessé de souffrir des persécutions policières. Il vit arrêté son père et sa mère, vieillards de 60 ans. Pendant la grève du bâtiment de Bilbao, notre ami, maçon comme son père, eut à souffrir la faim et la misère. Il ne cessa de lutter jusqu'à son arrestation. En prison, les privations continuèrent. Ses parents en grève ne purent le soutenir. Le Secours Rouge, dirigé par les Staliniens, ne fit rien pour lui. Au moment du jugement, notre camarade se trouva sans défenseur, car le Secours Rouge refusa d'assurer la défense d'un oppositional. L'avocat d'office requit lui-même une lourde condamnation : 18 mois de prison. Mais le tribunal de Berenguer infligea 3 ans de bagne et une amende.

Sauvons Pedro Garcia Lavid !

Plus de quatre ans de bagne à notre ami qui vient d'en subir cinq, qui n'a connu de liberté que pendant deux ans dans l'exil de l'émigration ! Lorsqu'il fut condamné pour la première fois, Pedro avait dix-huit ans et c'était presque un enfant, il n'a presque pas connu la liberté ! Lorsqu'il sortira du bagne, s'il en sort, ce sera presque un vieillard !

Mais notre Pedro est un communiste, un révolutionnaire qui souffrira avec orgueil les persécutions de l'ennemi de classe.

Les staliniens peuvent nous traiter de contre-révolutionnaires — Berenguer parle un langage plus convaincant. — Mais nous et les ouvriers qui connaissent Pedro, nous savons sa valeur révolutionnaire. Nous ne l'abandonnerons pas !

JUAN-JOSE.

LIRE

En page 3 :

L'appel de l'opposition de gauche avant les élections allemandes.

En page 4 :

Au cinquième congrès de l'I.S.R.

L'adhésion de la C.G.T. italienne à l'I.S.R.

Calomnies et violences staliniennes contre l'opposition de gauche.

En page 5 :

Les manœuvres pour liquider la grève du Nord continuent.

Le meeting de l'Opposition unitaire à Dunkerque.

LA SEMAINE

Le raid de Costes.

Les corvées n'ont pas encore déblayé les débris des avions détruits du 22^e d'aviation, que le chauvinisme en délire noie le raid de Costes sous le battage patriotique. L'audace humaine et la science sont asservis aux fins de la propagande et de la préparation militaires. La presse retrouve, au sujet du raid transatlantique, ses meilleurs accents de l'époque du combat Carpentier-Dempsey.

Les catastrophes survenues dans l'aviation caractérisent l'état réel du matériel. La vie humaine, la vie des prolétaires encasernés demeure la matière première de l'armée, de la bourgeoisie. Pour les « fournitures », les capitalistes ne dédaignent toujours pas d'ajouter aux rapines d'exploitation, les profits du vol et de la fraude. Les pots de vin distribués aux officiers et aux patriotes des ministères permettent de placer un matériel de dernière qualité. Qu'importe ! Le bois qu'on casse n'est pas celui dont les industriels se chauffent !

Sacco et Vanzetti.

Il y a trois ans que la démocratie des hommes d'affaires américains exécutait Sacco et Vanzetti, torturés par sept ans d'attente. La justice du pays progressiste, vers lequel nombre de socialistes tournent les yeux, faisait à la face du prolétariat mondial l'éclatante et cynique démonstration de son implacable volonté de classe. Dans les prisons d'U.S.A., le leader syndicaliste Mooney condamné pour des faits qu'il n'a pas commis, expie toujours le crime d'être un militant ouvrier.

Il y a trois ans, à la nouvelle de l'exécution de Sacco et Vanzetti, les ouvriers parisiens organisaient dans Paris une violente manifestation et leaient le pavé contre les troupes de Giappe.

Aujourd'hui, les impérialismes sont toujours prêts aux besognes sanglantes. L'impérialisme français verse chaque semaine le sang des opprimés indochinois. Des dizaines de condamnations à mort sont suspendues sur la tête des militants les plus dévoués à la révolution indochinoise. Que fait le parti, que font les organisations pour appeler les ouvriers à l'aide des coloniaux, pour rendre possible une puissante profession révolutionnaire comme celle qui, il y a trois ans, battit, une soirée, les boulevards de la capitale ?

L'entente européenne.

Dans quelques jours, se tiendra la première conférence paneuropéenne qui suivra le projet de Fédération européenne de Briand. Le plan de fédération européenne de l'impérialisme français a suscité de la part de vingt-cinq puissances européennes vingt-cinq réponses qui démontrent les contradictions foncières d'intérêts des bourgeoisies d'Europe.

Au violoncelle de Briand fait écho le canon de la Maurienne. Dans les Alpes, l'état-major français organise des manœuvres militaires à caractère spécialement démonstratif. Les chasseurs alpins, les régiments de la vallée du Rhône, à effectifs renforcés, l'aviation, les raids de tanks, tout est mis en œuvre. Sur le versant Italien, l'état-major fasciste fait de son mieux. Cet échange de « notes diplomatiques » d'un genre particulier est accompagné de « grandes manœuvres » diplomatiques en Hongrie, en Bulgarie, en Yougoslavie. Le palabre pacifiste et la parade militaire sont l'envers et l'endroit de la même pièce impérialiste.

Les social-démocrates et l'« hospitalité ».

Lors de la session de H.O.S. à Zurich, le gouvernement helvétique refusa l'accès du territoire à l'innocent Pietro Nenni. Ce fut l'occasion d'une grande indignation chez les leaders de l'Internationale sociale-démocrate accablés à plus de déférence de la part des gouvernements bourgeois. Ils rédigèrent d'une plume académique et soignée une protestation contre le déni d'« hospitalité » du gouvernement suisse envers un proscrit politique.

Ainsi se précise la conception que les social-démocrates se font de l'« hospitalité » démocratique : elle consiste dans la tutelle accordée par les régimes bourgeois aux chefs social-démocrates. Par contre, elle ne s'étend jamais aux proscrits révolutionnaires qui combattent implacablement l'ordre capitaliste. Même quand ce sont les social-démocrates qui tiennent les rênes du gouvernement bourgeois, ils appliquent cette « hospitalité » exclusivement limitée aux bourgeois et à leurs serviteurs. C'est cette règle basée sur une bonne compréhension des rapports mutuels des chefs social-démocrates et des Etats bourgeois que les Mac Donald, les Müller n'ont pas transgressée en excluant de l'« hospitalité » démocratique le communiste Léon Trotsky. C'est à cette règle que le gouvernement helvétique ne s'est pas tenu, parce que les gouvernements bourgeois ne traitent pas évidemment d'égal à égal avec les chefs social-démocrates. Et l'on comprend l'indignation triste et résignée des chefs social-démocrates.

Le danger fasciste en Finlande.

En Finlande, la menace fasciste pèse sur la classe ouvrière. Le soi-disant mouvement paysan de Lappo s'acharne avec la complicité ouverte du gouvernement à la destruction des formations ouvrières et des organisations révolutionnaires. Aux hécatombes ouvrières organisées par Mannerheim, la violence fasciste ajoute déjà de nouvelles victimes.

Contre le fascisme en marche en Finlande, à l'aide du prolétariat mutiné et des révolutionnaires traqués, les communistes doivent appeler sans tarder le prolétariat européen à se dresser. L'Exécutif de l'Internationale social-démocrate a poussé à Zurich un bellement timide. D'après son manifeste, le principal fauteur du mouvement fasciste serait le parti communiste qui a divisé et affaibli le mouvement ouvrier.

Et le manifeste de H.O.S. fait appel aux principes immanents des droits démocratiques.

Seuls les partis communistes peuvent entraîner la classe ouvrière à opposer aux fascistes, troupes de choc du capitalisme, une vigoureuse résistance de classe. Les social-démocrates ont déjà gagné leurs lettres de noblesse dans de multiples « luttes contre le fascisme ». En Italie, en Espagne, en Autriche, ils ont démontré ce qu'était leur lutte « démocratique » contre le fascisme, à qui ils livrent les masses populaires désarmées.

CE QUE L'ON CACHE A LA BASE OU LA DOUBLE COMPTABILITE STALINNIENNE

« Dans notre délégation nous avions un camarade, Deleuze, avec qui la discussion a été très dure. Dans ses arguments, Deleuze a défendu toute sa conception sur le social-fascisme, il a montré comment les ouvriers étaient aussi contaminés que les chefs... mais il était convaincu à la fin que sa première appréciation était erronnée. »

(Paroles de Thorez au C.C. du 17-7).

— 0 —

La question de la direction du parti n'a soulevé que deux points :

1. Au sujet de Vassart, avant même que l'on nous fasse la proposition de réduction générale du B.P., nous avions l'intention de proposer au C.C. l'élimination de Vassart pour des raisons politiques ;

2. Au sujet de Doriot, nous avons eu une série d'incidents ; Doriot est venu avec nous à Moscou. A propos de ses absences au Bureau politique, un blâme lui avait été voté, puis est venue l'histoire de Saint-Denis, le jour du 1^{er} mai. A ce moment Doriot avait offert à la Direction du parti la remise de ses mandats électoraux et sa démission de membre du B.P.

(Thorez au C.C. du 17-7).

Ici nous n'avons pas de spéculations ou d'interprétations mais nous sur le fait que l'on élimine 8 camarades de l'ancien B.P. — Barbé.

Au secours des révolutionnaires indochinois

La féroce répression impérialiste s'abat sur les ouvriers et les paysans indochinois en révolte. Chaque courrier nous apporte des nouvelles de plus en plus alarmantes. Il ne se passe pas un jour où il n'y ait de nouvelles manifestations de la classe ouvrière et de la paysannerie, montrant l'indignation profonde des exploités, leur volonté de briser la chaîne capitaliste. La lutte de classes est tellement intense que dans les régions agricoles de l'ouest, les paysans fermiers font la grève ; les propriétaires fonciers n'osent pas sortir le soir.

Mais l'impérialisme a eu raison par les armes. Chaque jour, des centaines d'arrestations s'opèrent, des condamnations pleuvent. Des centaines de révolutionnaires sont tombés, fauchés par les balles ou par les coups-coupe impérialistes. Les immenses prisons, (il y en a plus d'une vingtaine pour trois millions d'habitants), ne peuvent plus contenir nos condamnés. On est en train d'en construire de nouvelles. Sur les routes, dans les rues, des patrouilles arrêtent toutes les dix minutes, pour des parcours d'un kilomètre, les voitures, toutes sans exception, et font une fouille minutieuse de tout, de peur qu'on ne transporte de la littérature illégale. En Cochinchine où la population utilise beaucoup les voies d'eau, la même opération s'effectue. Cela n'empêche pas que nos camarades font une ample distribution de tracts et de proclamations dans tout le pays.

La répression féroce, les mesures de terreur n'ont pas anéanti l'effervescence révolutionnaire des paysans et des ouvriers d'Indochine. Leur action héroïque trouve ses sources les plus fortes dans le régime de misère aiguë auquel les condamne l'exploitation de l'impérialisme français. Elle doit être élevée à un stade supérieur d'organisation, de direction et de conscience par les meilleurs communistes. Malgré toutes les mesures des oppresseurs, les opprimés manifestent continuellement d'une région de l'Union indochinoise à l'autre. La gravité de ces manifestations démontre l'étendue et l'intensité du feu qui couve. A la fin août, à Nan Dang, dans l'Annam, une foule de plus d'un millier de manifestants a envahi le siège de la résidence mandarinale, contraignant par la force le mandarin à opposer sa signature au bas de leurs revendications. La dépêche du ministère des colonies attribue la direction du mouvement aux organisations communistes et ne masque ni l'ampleur ni la vigueur du mouvement au cours duquel les héroïques rebelles tinrent la localité plusieurs heures.

Depuis plus de six mois, les révolutionnaires indochinois sont entrés en lutte. Et l'impérialisme fait un travail systématique pour disperser leurs rangs. On fusille, on décapite les meilleurs de nos militants. Il faut que le prolétariat français lutte vigoureusement pour sauver les révolutionnaires, pour abattre l'ennemi commun : le capitalisme français, pour arracher à la mort, à l'emprisonnement ses compagnons de lutte. Il faut qu'il sache que la cause du prolétariat indochinois est la sienne. Il faut qu'il exige du P.C. et de la C.G.T.U. une action vigoureuse. Au début de l'année, lorsque les nationalistes furent condamnés à mort, les bureaucrates ont organisé quelques manifestations platoniques. Maintenant qu'il s'agit bien de communistes indochinois, de telles manifestations n'existent même pas. Où est la solidarité internationale révolutionnaire ?

Les bureaucrates sont-ils capables de comprendre que le centre de gravité de la révolution mondiale est en Orient où les contradictions impérialistes sont les plus aiguës, les plus insolubles ? Partout, le prolétariat français doit poser cette question aux responsables :

Qu'allez-vous faire pour sauver les communistes indochinois ?

GIAI-PHONG.

Qu'est-ce que l'aristocratie ouvrière ?

Qu'est-ce que les stalinien désignent maintenant sous le nom d'« aristocratie ouvrière », base de l'opportunisme ? Quel est pour eux le critérium de l'aristocratie ouvrière ? Evidemment pas le salaire. Car autrement les terrassiers de la R.P., qui sont les plus combattifs, compleraient parmi l'aristocratie ouvrière. Il s'agit alors de la fonction qu'occupe l'ouvrier dans la production.

Nous nous apercevons que les bureaucrates ont uniquement en vue l'industrie métallurgique ; ils confondent les professionnels avec le personnel de maîtrise. Cela s'explique facilement, car ces messieurs parlent abondamment de l'usine, mais sont depuis dix années et plus, confortablement installés dans leur fauteuil.

Quelles sont les raisons pour lesquelles les professionnels sont plus accessibles aux idées révolutionnaires ?

1° Le professionnel a par son apprentissage un niveau plus élevé que le manoeuvre ;

2° Même à l'heure actuelle il lui est plus facile de trouver du travail s'il est chassé de l'usine pour son activité ;

3° Militier entraîne des frais, dont les cotisations sont les moindres, auxquels le manoeuvre ne peut pas faire face avec son salaire ;

4° Le patronat européen ne peut pas corrompre les ouvriers qualifiés, dans la même mesure que le patronat américain. Il fait un certain effort dans ce sens. On ne doit pas non plus négliger la concurrence que font aux professionnels les manoeuvres spécialisés. Les syndicats doivent suivre pas à pas cette évolution et adapter leur tactique aux transformations qui s'opèrent dans la classe ouvrière, pour la dresser dans un seul bloc contre le patronat, au lieu de s'adonner à une phraséologie stérile et à une gymnastique révolutionnaire.

En dehors des employés des services publics, le gros des organisations révolutionnaires est composé de professionnels. Ces couches seraient depuis longtemps passées aux organisations réformistes, si elles étaient aussi pourries que les bureaucrates veulent nous le faire croire.

Ils ne comprennent rien au rôle du parti qui doit rayonner sur toute la classe ouvrière. Ils voient le problème uniquement sous l'angle des questions d'organisation.

Une politique juste amènerait dans les rangs du parti différentes couches ouvrières au lieu de le vider.

Marquons, pour terminer que c'est surtout dans les « théories » des bonzes syndicaux que la confusion atteint son comble. Doit-on, par la lutte revendicative, augmenter le salaire du manoeuvre et du manoeuvre spécialisé et des autres couches défavorisées au niveau des professionnels, ou bien rabaisser les salaires les plus élevés au niveau des manoeuvres ? Ces messieurs ne disent rien là-dessus et clament seulement à tout bout de champ : Vers des couches plus exploitées !

Pour terminer, je fais les propositions suivantes :

1° Les bureaucrates doivent être payés au taux d'un manoeuvre ;

2° Il faut en finir avec les familles entières employées dans des organisations différentes et les dynasties de fonctionnaires ;

3° L'autre abus qui consiste en ce que les bureaucrates arrondissent encore leur salaire par des notes de frais fantastiques, en écrivant dans les journaux des organisations à côté, ou dans la Correspondance Internationale, des articles grassement payés et non gratuits, doit cesser. Car certains doublent et triplent ainsi leur salaire.

Par ces mesures disparaîtra l'aristocratie ouvrière dans les organisations révolutionnaires, base de l'opportunisme.

P. DELCOUR.

IL FAUT SOUSCRIRE

A « LA VERITE »

C'est un devoir pour chacun de nos lecteurs.

Au Cinquième Congrès de l'I. S. R.

La C. G. T. italienne adhère à l'I. S. R.

La Conférence nationale de la C.G.T. italienne, qui s'est réunie en octobre dernier, a exprimé la volonté de lutte de tous les éléments actifs de la classe ouvrière italienne en se prononçant pour l'adhésion organique à Moscou. Le Comité directeur issu de cette même conférence a été chargé de l'application de cette décision.

Entre temps, la crise surgie au sein du P.C. italien a eu des graves répercussions aussi au sein de la Confédération italienne dirigée en majorité par des camarades de la nouvelle Opposition. Il ne faut pas oublier que si la tendance « légaliste » des « *missi domini* » boukhariniens Ercoli-Tasca-Garlandi eut prévalu après les lois d'exception dans le centre intérieur (formé en majorité par des camarades de la nouvelle Opposition) aujourd'hui nous n'aurions pas en Italie d'organisation confédérale. Et si, alors, les divergences avaient été approfondies, les opportunistes Garlandi et Ercoli, à la remorque du professeur Tasca, auraient et bien avant lui, fait la même culbute que Tasca, qu'ils envoyaient à cette époque chez Buozzi marchandiser l'abrogation du décret qui transférait à l'étranger la C.G.T. italienne. Contre l'opinion du « centre à l'étranger », et contre Buozzi et Amsterdam, les camarades de la nouvelle opposition décidèrent au contraire l'organisation de la « Conférence du 20 février » à Milan. De cette Conférence est sortie la décision que la C.G.T., la vieille organisation des travailleurs italiens, devait continuer à vivre et à fonctionner en Italie, malgré le fascisme et ses appuis qui travaillent à la liquider. Nous devons encore parler de la vie de la Confédération du Travail en Italie après les lois d'exception et des causes qui ont retardé son adhésion à Moscou jusqu'au Ve Congrès de l'I. S. R. Ce qu'il importe de bien fixer dès à présent, c'est que les camarades de la nouvelle Opposition étaient partisans de l'adhésion à Moscou dès 1927, c'est-à-dire dès que la Fédération d'Amsterdam avait été démasquée par la position qu'elle avait prise au Congrès de Paris en août de cette année, contre les représentants élus par la Conférence de Milan. L'adhésion de la C.G.T. italienne à l'I.S.R., bien qu'arrivant avec quelque retard, n'en est pas moins un fait de très grande importance pour le prolétariat italien. Elle couronne un travail de dix ans, développé par l'avant-garde communiste au sein des syndicats de classe et exprime la direction dans laquelle se fait et se fera l'unité des forces travaillieuses dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme : la direction de l'unité sur le terrain révolutionnaire.

La mécanisation des syndicats

Mais le danger, de même que tout de suite après les lois d'exception, est encore une fois du côté de la direction opportuniste des Ercoli et Garlandi. En effet les mêmes qui hier (1927) étaient disposés à des pourparlers, et entamaient des pourparlers avec Buozzi en vertu d'un légalisme syndical stupidement compris et, parlant, anti-révolutionnaire, — après le tournant de décembre 1929, en bureaucraties opportunistes passant d'une exagération à une autre, ont prouvé qu'ils comprennent d'une manière également bornée et anti-révolutionnaire les rapports qui doivent exister entre le Parti de la classe ouvrière et les syndicats. La preuve la plus grave de l'incapacité de nos bureaucraties communistes au sein des syndicats s'est révélée dans la façon dont les camarades de la nouvelle Opposition ont été éloignés des organes dirigeants de la Confédération. Pour nos bureaucraties les syndicats ne sont autre chose que des dépendances du Parti. Foulant impudemment aux pieds les principes qui régissent la démocratie syndicale, ainsi qu'ils ont foulé aux pieds toute démocratie prolétarienne au sein du Parti, ils menacent de dé-

truire et de faire disparaître les résultats que notre Parti avait atteints au sein de la Confédération du Travail, grâce à son action après les lois d'exception.

La tactique syndicale appliquée après le tournant (remplacements aux organes dirigeants de la Confédération par voie administrative à l'exemple de ce qui s'est passé dans les organes dirigeants du Parti) est la seule qui soit susceptible de porter effectivement de l'eau au moulin social-démocrate de Buozzi et Cie. Le problème syndical se pose aujourd'hui en Italie de façon particulièrement aiguë. La politique de nos bureaucraties qui consiste à considérer les syndicats (organisations de masse) comme un duplicata du Parti, mieux, comme une dépendance de ce dernier, représente le danger le plus grave d'isolement du Parti des masses et d'appui à la politique scissionniste et anti-révolutionnaire des social-réformistes Buozzi et Cie. Le syndicat de classe, l'organisme naturel de l'unité prolétarienne, est à double titre l'organisme d'unité dans la situation italienne où il est forcé de vivre et de fonctionner clandestinement. C'est dans le syndicat de classe et autour du syndicat de classe que se réalisera l'unité révolutionnaire des masses, pour le renversement du fascisme et du capitalisme. Qui aura la direction des syndicats aura la direction des masses. Les communistes ont eu la possibilité de se placer en Italie à la tête de la Confédération parce que précisément ils ont su défendre avant et après les lois d'exception, dans toutes les conditions et contre les réformistes liquidateurs, l'unité et la démocratie syndicale, fondements essentiels du syndicat lui-même. La tendance à la violation de ces principes est une tendance anti-léniniste, susceptible de nous faire beaucoup reculer dans la situation italienne au profit des Buozzi et Cie qui travaillent dès à présent à la scission syndicale, c'est-à-dire au profit de la contre-révolution. La nouvelle Opposition communiste, de même qu'elle lutte au sein du Parti pour le rétablissement de la démocratie prolétarienne bolchévique sur la base d'une juste politique marxiste-révolutionnaire, — lutte dans la Confédération contre la tactique « infantile » appliquée après le « tournant » et qui s'est avérée pernicieuse pour l'unité des forces révolutionnaires au sein du syndicat de classe. Contre cette tactique « infantile », l'Opposition a protesté auprès des organes dirigeants de l'I.S.R. par une lettre signée par le camarade Santini. Dans cette lettre l'Opposition demande pour elle le droit de participer à la délégation confédérale italienne qui devait se rendre à Moscou.

Les organes dirigeants de l'I.S.R., au lieu de protester contre « la violation flagrante de toute démocratie syndicale et des statuts de l'I.S.R. » qui a été réalisée au sein de la Confédération par la fraction communiste qui se réclame de la majorité du Comité central du Parti, a accusé d'une telle violation la proposition avancée par l'Opposition, tout en reconnaissant au camarade Santini le droit de participer au Congrès en qualité de membre du Conseil central de l'I.S.R. duquel il n'a pas été exclu. Le rappel aux principes de la démocratie syndicale n'est qu'un voile fragile s'il est seulement un rappel formel, comme c'est le cas de la direction de l'I.S.R. qui, dans la pratique, se fait complice et partisan des méthodes chères aux Monmousseau de France et aux maximalistes Nicoletti d'Italie. De telles méthodes ne sont pourtant pas faites pour renforcer nos liens avec les masses et l'unité de ces masses dans les syndicats de classe. Ainsi qu'au sein du Parti, notre Opposition devra lutter au sein des Unions Nationales et au sein de l'I.S.R. pour un retour à la méthode léniniste de compréhension et l'application du principe de direction de l'avant-garde com-

Calomnies et violences staliniennes contre l'opposition de gauche

Nous n'avons encore que peu d'informations sérieuses sur le Congrès de l'I.S.R. Les comptes rendus officiels se bornent à reproduire les monologues des délégués. Comme il arrive souvent dans les congrès staliniens, ce qui se passe à côté des travaux réguliers du congrès est plus intéressant que ce qui se dit dans les discours officiels.

Ainsi, le Congrès s'est soudain signalé par une Déclaration des délégués français et chinois sur le... trotskysme et l'expulsion de Nin.

L'EXPULSION DE NIN

Andrés Nin, ancien membre du secrétariat de l'I.S.R., a été privé de tout travail et exclu de son poste en 1928, après la courageuse intervention qu'il fit au IV^e Congrès de l'I.S.R.

Nin s'était définitivement rangé du côté de l'opposition : il avait flétri la politique syndicale opportuniste du comité anglo-russe, il avait développé les perspectives internationales de l'Opposition, et notre point de vue dans la question chinoise.

Depuis, Nin, espagnol, était retenu prisonnier à Moscou. Mais sa présence gênait les Staliniens, et ceux-ci viennent de réaliser leur mauvais coup en l'expulsant dans des conditions scandaleuses.

Pour que l'hypocrisie et la haute politique soient de la partie, on a fait voter aux délégations françaises et chinoises au Congrès, une résolution approuvant cette expulsion. Voici le passage en question :

« Lorsque Nin, en conclusion de son travail contre-révolutionnaire trotskyste fut mis hors des rangs de l'I.S.R., nous avons salué cette décision. Mais beaucoup de camarades n'ont pas compris toute l'importance du travail de désagrégation des trotskystes... Il faut saluer hautement l'expulsion du trotskyste Nin du pays de la dictature prolétarienne. On peut seulement s'étonner que le prolétariat de l'U.R.S.S. ait si longtemps supporté Nin sur le territoire de la dictature prolétarienne ». « Pravda » du 24 août.

Notre camarade Nin a été expulsé le 21 août, dans des conditions honteuses : Arrêté par des agents du Guépéou, il fut séance tenante inculpé de « menées contre-révolutionnaires », en vertu de l'article 58, comme le camarade Trotsky, et refoulé sur la frontière, sans un sou, sans un papier, sans sa famille.

Les formalités diplomatiques de Staline n'étant pas encore au point, il fut gardé quelques jours au cachot, où sa femme, libre, qui avait demandé à le suivre fut aussi enfermée avec ses deux enfants, l'un de 7 ans, l'autre de 2 ans !

Vive la démocratie syndicale, n'est-ce pas Lozovsky et Monmousseau !

L'arbitraire bureaucratique de Staline ne connaît plus de bornes. Les ouvriers révolutionnaires doivent demander aux dirigeants de la C.G.T.U. des explications sur l'expulsion de Nin !

A leur retour, il faut interroger les délégués et leur poser des ques-

tionnaires dans les syndicats. Sans quoi on continuera à porter de l'eau au moulin social-réformiste et à la Fédération d'Amsterdam. L'expérience de la C.G.T.U. en France est la plus proche de nous, celle qui peut nous apprendre le plus. Pas de juste politique révolutionnaire au sein des syndicats par les avant-gardes communistes, sans une lutte simultanée pour ramener nos partis dans le sillon bolchévique-léniniste dans lequel marche l'Opposition de gauche internationale.

GUIDO SARACENO.

lions précises sur le cas de Nin.

Nin est un révolutionnaire éprouvé : avec lui comme avec nos camarades non-russes, comme avec Santini, actuellement à Moscou, Staline et son valet Lozovsky n'osent pas employer l'isolateur, le bagne, ou la fusillade — il se borne aux brimades, aux expulsions.

Ces mœurs déshonorent notre mouvement syndical, notre I.S.R.

En France, l'opposition unitaire doit lutter avec force contre ces méthodes qui servent admirablement le jeu des droitiers populistes, syndicalistes et autres.

UNE DECLARATION DES DELEGATIONS FRANÇAISES ET CHINOISES CONTRE LE TROTSKYSME

Staline et Lozovsky n'avaient pas assez à faire à auto-critiquer leur propre politique ; ils ont encore occupé le 5^e Congrès de l'I.S.R. avec les « trotskystes », ces fameux trotskystes toujours écrasés et inexistants, et toujours renaissants. Monmousseau s'est fait étriller pour n'avoir pas su lutter contre l'Opposition unitaire et la Vérité.

Les bureaucraties ont donc fait voter une scandaleuse déclaration aux délégués français et chinois ; en voici un extrait :

« Le mouvement syndical international doit asséner un coup décisif aux trotskystes (attention ! R.) qui tentent par leurs actes de désagréger le mouvement syndical révolutionnaire (c'est-à-dire de le débarrasser des Gitton, Monmousseau, etc...). Dans les pays capitalistes ils entravent la réalisation des démonstrations du 1^{er} août contre les dangers de guerre impérialiste et pour la défense de l'U.R.S.S. En Espagne les trotskystes ont ouvertement appelé au front unique avec le parti socialiste espagnol qui lutte avec la police contre le mouvement gréviste révolutionnaire. (menteurs ! lisez la première page de ce numéro de la Vérité. R.)

Pendant l'assaut du militarisme chinois contre le chemin de fer de l'Est Chinois, les trotskystes chinois ont appelé le prolétariat mondial à lutter aussi contre « l'impérialisme rouge » de l'U.R.S.S. (Peut-on tromper plus cyniquement ? R.), etc... Il faut lutter contre les trotskystes en France et en Chine et dans tous les pays où ils ont des partisans dans les organisations révolutionnaires en opposant à leur travail de désagrégation la cohésion de nos rangs. Cela facilitera et appuiera le mouvement syndical révolutionnaire dans sa lutte contre la bourgeoisie mondiale et contre l'Internationale d'Amsterdam. » Pravda, du 24 Août.

Ainsi, voici le but que les bureaucraties fixent aux délégués du Congrès : lutter contre les « trotskystes », contre l'opposition unitaire, cela vous facilitera la tâche de la lutte contre Amsterdam.

En réalité cela veut dire qu'il est plus facile de lutter contre l'opposition que contre les réformistes, plus l'I.S.R. recule devant les réformistes, plus elle s'attaque à ceux qui, dans son sein et dans l'I.C. proposaient les seules mesures, la seule ligne politique qui soit capable de redresser notre mouvement. Mais les Lozovsky s'amènent et déclarent : il faut lutter contre l'opposition unitaire, c'est plus commode que de se battre avec les réformistes.

Et nous, nous disons qu'avec ou sans les Lozovsky, nous combattons d'abord les Amsterdamiens et leurs pâles images du Comité pour l'Indépendance ; voilà notre seule réponse aux « déclarations » du congrès de l'I.S.R.

UNE MENACE CONTRE L'U.R.S.S.

La conférence agraire de Varsovie

La conférence agraire des Etats baltes et danubiens dont nous avons déjà parlé, s'est ouverte le 28 août, à Varsovie. Les débats se tiennent à huis-clos. Réunie sur l'initiative de la Pologne, elle a pour participants les délégués de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Lettonie et de l'Esthonie. La plupart de ces états, sauf la Pologne et surtout la Tchécoslovaquie, qui sont également industriels, ont pour principale ressource l'exportation des céréales et des matières premières agricoles. Pays d'agriculture techniquement arriérés pour la plupart, où les réformes agraires de l'après-guerre ont laissé le paysan plus nu et plus désarmé qu'il n'était (sauf la Hongrie qui reste un pays de grande propriété foncière) ils se trouvent très durement touchés par la crise agraire mondiale, par la baisse des prix des céréales et matières premières. Ils soutiennent très difficilement la concurrence que leur font les pays nord-américains (U.S.A., Canada), grâce à leur technique agricole et l'U.R.S.S. grâce au monopole du commerce extérieur et à sa politique actuelle d'exportations agricoles à des prix extrêmement bas. La conférence de Varsovie a pour objet essentiel l'examen des possibilités d'une lutte en commun de tous les états pour défendre leurs exportations agricoles sur le marché mondial et remédier ainsi à la situation de leur balance commerciale déficitaire. Elle examinera également les mesures susceptibles de relever le rendement et le rapport des produits agricoles. Comme ces mesures ne peuvent guère être que des crédits pour les engrais, pour le stockage et pour améliorer l'outillage agricole, il est probable que la conférence avisera aux moyens d'obtenir des crédits extérieurs. On peut se demander si les participants de la conférence ne chercheront pas à faire jouer en leur faveur, en même temps que les clauses douanières de certains pays, les dispositions de la Banque des Règlements Internationaux sur le crédit international. Ils laissent entendre en effet que le rétablissement de leur situation sur le marché des produits agricoles serait en même temps la condition du rétablissement de leur capacité de consommation et d'achat. Jusqu'ici la conférence a surtout la signification d'un bloc des pays agricoles pauvres et de ce chef infériorisés sur le marché mondial et ses résultats seront subordonnés aux possibilités d'une aide extérieure.

Convoquée sur l'initiative de la Pologne anti-soviétique, la conférence de Varsovie a une pointe anti-soviétique très nette. Elle prend place dans la série des mesures économiques de guerre économique contre l'U.S. sur laquelle il est aussi nécessaire d'alerter les travailleurs que contre les préparatifs militaires et diplomatiques. Le bloc des pays agricoles pauvres cherche à se concilier ainsi la sympathie et l'aide des impérialismes qui attendent de la ruine de l'économie soviétique, l'ouverture de la Russie aux appétits du marché mondial. Prolongement naturel de la conférence agraire de Sinaita entre la Yougoslavie et la Roumanie, tenue avec la participation des états de la Petite-Entente, vassaux de la France, la conférence de Varsovie semble avoir les sympathies de l'impérialisme français. Un danger non moins pressant, c'est que, grâce à la politique actuelle d'exportations à bas prix de l'Union Soviétique, les états participants à la conférence ne puissent mobiliser dans un esprit anti-soviétique, et fasciste, les larges masses paysannes de leurs pays. Une politique habile de la Russie Soviétique, pour l'entente sur les prix des produits agricoles, pourrait, semble-t-il, briser le front anti-soviétique dirigé par la Pologne et déjouer cette menace.

Si la conférence de Varsovie a, semble-t-il, les sympathies de l'impérialis-

me français, elle rencontre l'hostilité de l'impérialisme allemand. La presse allemande souligne habilement le danger d'une entente des pays agricoles contre les pays industriels pour hausser les prix des céréales et des matières premières. Elle voit en effet d'un mauvais œil l'initiative à la fois économique et politique de la Pologne dont elle est l'adversaire depuis le traité de Versailles. Solidaire de l'impérialisme allemand, la Lithuanie dont on connaît les difficultés politiques avec la Pologne a refusé de participer à la conférence en motivant son refus par des raisons politiques. Cela confirme une fois de plus, notre point de vue, selon lequel, contrairement à la thèse officielle de l'Internationale, les contradictions inter-impérialistes, ont empêché jusqu'ici la soudure en Europe d'un bloc impérialiste homogène contre l'U.R.S.S. ; malgré l'existence très réelle de dangers de guerre et surtout de guerre économique. Sous ce rapport, la conférence de Varsovie doit être envisagée à la fois dans son aspect économique et dans ses prolongements politiques et pas seulement dans ses prolongements politiques comme le fait l'Humanité. Une politique habile de l'état soviétique peut écarter la menace qui se fait jour contre lui, à la faveur des conséquences de la crise agraire mondiale dans les pays agricoles pauvres d'Europe centrale et orientale.

A. ARIAT.

Les bourreaux de Mussolini à Trieste

Debout contre les crimes du tribunal spécial!

Nous avons souligné la nécessité urgente pour la C.G.T.U. de prendre la tête d'une large action contre l'infâme tribunal noir de Rome et en particulier contre un nouveau meurtre à Trieste, dans le procès de 45 sujets slaves des provinces annexées. Il s'agit, comme nous l'avons dit d'un procès monstrueux que le fascisme cherche à exploiter dans ses buts de politique intérieure et extérieure : pour terroriser les masses italiennes qui se réveillent, et pour attiser les rivalités impérialistes, surtout dans les Balkans, avec la Yougoslavie, agent de l'impérialisme français.

Il se peut que quand ce numéro paraîtra, le verdict de Trieste, que la presse de Mussolini exige conforme à l'arrêté de Pola (Gortan), sera rendu et même exécuté. Un nouveau crime al-

longera peut-être la longue chaîne de sang du Tribunal spécial. D'autres chaînes attendent... Nous ne pouvons donc cesser un seul moment d'appeler les ouvriers français et des autres pays, à marquer aussi fortement qu'ils l'ont déjà fait leur solidarité avec les travailleurs italiens.

En appelant à cette solidarité agissante avec les ouvriers et paysans d'Italie, nous voulons renforcer la lutte qu'on doit mener des deux côtés des Alpes, contre les deux capitalismes, au même titre et au même degré fauteurs de guerre et de réaction. La C.G.T.U. doit savoir écouter la voix des masses, et remplir son devoir de guide dans la lutte. A bas les assassins de Della Maggiora et de Gortan ! A bas le Tribunal des Chemises noires ! Vive l'action révolutionnaire du prolétariat international !

L'existence de la "Vérité" est menacée

La situation est maintenant grave. La parution du journal dépend de l'effort immédiat et sérieux de tous nos camarades, de tous ceux qui nous lisent.

Camarade, souscris aujourd'hui

Dès aujourd'hui marque la solidarité avec ceux dont tu partages la lutte pour le renforcement et la régénération du mouvement communiste.

Dès aujourd'hui, fais l'appel le plus pressant auprès des travailleurs qui l'entourent pour qu'ils participent largement à notre souscription.

Pour élargir la diffusion de La "Vérité"

L'effort collectif est d'autant plus nécessaire qu'il nous faut, après un

AVANT LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

L'opposition communiste de gauche appelle les ouvriers à la lutte

La presse bourgeoise et la presse du Parti mettent au premier plan les élections allemandes du 14 septembre. La situation économique aggravée, le chômage, la croissance du fascisme, autant de signes de l'aggravation des luttes de classes. Le P.C. allemand est entré dans la bataille avec toute la phraséologie opportuniste et brachyde du « tournant » qui a succédé aux appels hystériques pour la prise du pouvoir de la « 3^e Période ».

Au lieu d'opposer au fascisme le rempart d'une puissante lutte économique et politique à l'usine, et de transformer ainsi la défense en une vigoureuse attaque prolétarienne contre le capital aux abois, le P.C. A. se lance dans une grande propagande verbale, électoraliste, chauvine, et promet monts et merveilles au prolétariat s'il vote pour lui.

Ce déchaînement des illusions parlementaires est souligné dans le manifeste électoral du P.C.A. publié par l'Humanité du 25 août. Ce programme s'appelle d'après l'Humanité : « programme d'émancipation sociale et de libération nationale ». Mais dans la Rotte-Tahne du 24 il s'intitule : « Programm-erklärung zur nationalen und sozialen Befreiung des deutschen Volkes », c'est-à-dire : « Programme d'émancipation nationale et sociale du peuple allemand ».

Au lieu de lutter contre le national fascisme, le parti cherche seulement à le concurrencer. Sur cette voie, ses succès électoraux peuvent être et seront certainement importants ; mais ils seront sans lendemain et détourneront le prolétariat d'une juste lutte dans les syndicats, à l'usine,

pour le front unique avec les ouvriers sociaux-démocrates — contre le national socialisme.

Nos camarades de l'opposition de gauche allemande ont nettement pris position dans ce sens. Nous publions ci-dessous un des récents manifestes publiés par eux dans leur journal *Der Kommunist*.

POUR LA VICTOIRE DU P. C. A. Pour l'action de masse extra-parlementaire

L'Opposition de gauche du P. C. A. (Bolshevik-Léniniste) appelle tous ses adhérents en Allemagne, tous les ouvriers révolutionnaires, qui approuvent les idées de l'Opposition de gauche, à voter le 14 septembre pour les candidats du Parti Communiste allemand.

L'Opposition de gauche invite à voter pour la liste du P. C. A. Non pas parce qu'elle veut éviter l'éparpillement des voix dans le camp communiste ; une telle motivation est digne de ses opportunistes qui veulent tenir enfermée la classe ouvrière révolutionnaire dans des illusions parlementaires. Ce n'est pas parce qu'elle est trop faible financièrement et organisationnellement que l'Opposition de gauche refuse de présenter des listes à elle.

Ennemis irréductibles de la politique des directions du Parti, depuis Brandler jusqu'à Thälmann, nous avons toujours souligné avec la plus grande vigueur que nous considérons le P.C.A. comme notre propre parti, que nous ne le combattons pas, mais que nous luttons pour lui, en nous dressant impitoyablement contre une politique qui affaiblit l'I.C. et le P.C.A. et les mène d'une défaite à l'autre. C'est justement la raison pour laquelle notre critique, ne faiblira pas non plus dans la lutte électorale. Notre Parti est à la veille de luttes décisives, qui ne se dérouleront pas devant les urnes.

Le Parti est hypnotisé par le 14 septembre. Il est enthousiasmé d'avance des millions de voix attendues. Ebloui par les illusions, il néglige de prêter l'oreille au langage menaçant de la réalité. Il ne voit pas que la classe ouvrière recule sans lutter devant l'offensive contre les salaires, il voile les défaites du Nord-Ouest et de Mansfeld. Éduqués dans l'esprit de l'aventurisme et de l'opportunisme, un grand nombre de militants du Parti mettent leur espoir dans les conséquences qu'aura le chômage de masses pour la révolution, sans reconnaître que c'est justement le chômage de masse qui est un obstacle au déploiement de la force de résistance dans les usines.

Au lieu de rassembler les masses laborieuses dans la lutte extra-parlementaire autour de véritables revendications ouvrières, reconnues nécessaires par tous les prolétaires, au lieu de déchaîner, au moyen de la tactique de front unique, un puissant mouvement de masse pour la journée de huit heures et de rassembler ainsi pratiquement les ouvriers, en même temps que les chômeurs pour des buts communs, le Parti se borne à la pure propagande pour le communisme, pour la révolution prolétarienne.

Faire abandonner au Parti la voie de l'enthousiasme pour le bulletin de vote, des illusions et de la pure propagande stérile, et le pousser dans celle de l'action de masse extra-parlementaire pour les intérêts vitaux et immédiats du prolétariat — voilà le but de l'Opposition de gauche dans la campagne électorale, dans laquelle elle opposera ouvertement et irréductiblement ses idées révolutionnaires, léninistes, aux illusions opportunistes et aux spéculations aventuristes de la direction.

Pour l'action de masse extra-parlementaire, contre les illusions parlementaires !

Contre le régime actuel du Parti, Contre la politique de la direction du Parti !

Pour la victoire du P.C.A. !

Votez pour la liste n 4 !

DER KOMMUNIST

C'est une question de vie ou de mort.

LA VIE OUVRIÈRE

DANS LE NORD

Les manœuvres pour liquider la grève continuent

Lille le 1er septembre 1930.

La grève continue dans les secteurs de Roubaix-Tourcoing et d'Armentières. Dans le dernier la grève est toujours générale et les ouvriers y sont encore très enthousiastes. La belle manifestation de jeudi dernier l'a amplement démontré. Il y a cependant un point noir, c'est la défection de Lille. A Roubaix-Tourcoing la situation est loin d'être aussi favorable, bien que 50.000 ouvriers y continuent la bataille et semblent être passés ces derniers temps à des actions moins « calmes » que d'habitude.

Le renégat Pierre Laval avait cru pouvoir liquider le mouvement en faisant — avec ses aides les chefs réformistes — accepter par le consortium textile une autre appellation de la prime dite de fidélité qui est désormais devenue prime de « stabilité ». Lorsque les chefs réformistes ont porté à la connaissance des ouvriers de Roubaix-Tourcoing cette « concession » patronale, ça a été un immense éclat de rire dans la salle et Lefebvre s'est véritablement fait mettre en place par certains ouvriers confédérés.

Devant la ténacité des grévistes le sinistre Ley a cru venir à bout du mouvement en faisant une autre concession : la prime de stabilité ne serait pas supprimée pour fait de grève. Une deuxième fois les ouvriers n'ont pas cédé.

Il va sans dire que les unitaires demeurent isolés de la masse des grévistes. Cela ne les empêche pas de crier dans l'humanité : « Plus que jamais front unique » alors qu'ils ne font aucune tentative sérieuse même pour un commencement de réalisation de front unique.

Il est vrai que maintenant la formule est « front unique à la base ». Or dans le cas de la grève du Nord et notamment à Roubaix-Tourcoing, cela signifie dans les faits, qu'on demande aux ouvriers confédérés et socialistes (qui ont encore confiance dans leurs organisations et leurs chefs) de venir avec les unitaires et les communistes pour lutter contre le consortium et les chefs réformistes. Vouloir réaliser un tel front unique, c'est pratiquement ne pas vouloir de front unique et c'est bête à faire pleurer.

La presse du Nord a fait grand

bruit autour d'un incident qui s'est passé samedi matin en gare de Roubaix, entre Ley, secrétaire du consortium et Eugène Motte, gros exploitateur de Roubaix, qui a des usines et des intérêts un peu partout. L'ancien député-maire de Roubaix, celui-même qui avant la guerre, avait institué les « listes noires » à Roubaix, a traité la canaille Désiré Ley d'« être néfaste et répugnant » et lui a défendu de monter dans son compartiment de chemin de fer.

Tout le monde sait maintenant — y compris les pouvoirs publics — que Ley a joué un rôle plus que louche à la commandantur de Tourcoing ; peu de personnes ignorent que Ley est un ami à coté de l'Ami du Peuple et un généreux patron pour l'aventurier Martin-Mamy, ancien directeur du Télégramme du Nord, présentement rédacteur à l'Ami du Peuple. Mais il n'y a que les gens naïfs ou les canailles pour dire que la colère de l'exploiteur Motte contre Ley, provient de tout cela.

La vérité est que Motte préconise depuis longtemps d'autres méthodes de domination que Ley qui, jusqu'ici, l'a toujours emporté au consortium textile. Motte s'aperçoit que la politique de Ley ne réussit plus à empêcher les grèves que les chefs réformistes, eux-mêmes, ne peuvent plus arrêter.

Motte ayant toujours été battu jusqu'à maintenant, c'est ce qui explique sa colère contre le chef politique du consortium. Mais Motte comme tout autre exploitateur, se fiche royalement du passé répugnant de l'ex-anarchiste Désiré Ley, devenu bon serviteur du patronat.

Albert CORNETTE.

Lozovsky dit au congrès de l'I.S.R. : « L'ouvrier, en partant en grève, tient avant tout à réaliser ce qui a été le point de départ du mouvement gréviste. Au lieu de populariser ses revendications, nous en accumulons des dizaines d'autres sans aucune liaison avec le développement de la lutte. »

C'est en effet ce que font les amis de Lozovsky en France. C'est ce qu'ils font encore en réclamant 0,50 lorsque les grévistes du Nord demandent 0 fr. 25.

Contre les dangers d'autonomie

Le meeting de l'opposition unitaire à Dunkerque

On sait la position prise par les dirigeants des marins et des dockers à Dunkerque, position pleine de dangers pour l'avenir de nos organisations syndicales dans cet important port.

Devant la carence de la première U. R. et du Bureau confédéral, nous avions organisé le 30 août, à Dunkerque contre les menaces d'autonomie.

La veille du meeting nos camarades Blanckaert et Cornette avaient été invités par le Conseil syndical des Cheminots à exposer la plate-forme de l'opposition unitaire. Après discussion, notre position fut acceptée à l'unanimité moins une voix et une abstention (14 camarades étaient présents).

Le meeting groupa environ 150 camarades. Avant que la réunion ne commençât, il y eut quelques 100 % fanatisés, aveuglés, trompés par les colonnes dont on couvre l'O. U. et ses militants, qui provoquèrent honteusement nos camarades Blanckaert et Cornette qu'on menaçait de toutes sortes de représailles.

Malgré l'hostilité du début, nos deux camarades ont pu développer longuement la plate-forme de l'opposition unitaire et dénoncer à la fois la fausse politique de la C.G.T.U. et l'orientation du C.I.S. et des minoritaires de Dunkerque en particulier.

Après diverses interventions d'ouvriers, Porreye eût la parole et prétendit nous « mettre dans le même sac » que Susini et Olivier, en affirmant que nous étions tous des adversaires du communisme. Susini répondit qu'il nous « mettait dans le même sac que Porreye », car, disait-il, ce sont tous des « politiciens communistes ». Cette dernière affirmation troubla visiblement les camarades qui avaient applaudi l'intervention de Porreye. D'ailleurs, le Nord Maritime ne s'y était pas trompé et la veille il avait suggéré aux ouvriers de ne point venir à notre « réunion communiste ».

Après l'intervention de Porreye, un fanatique avait invité tous les auditeurs à se retirer de la salle ; mais il ne fut suivi par personne. Le même, mettant en doute la décision des cheminots prise la veille, des cheminots présents dans la salle confirmèrent les déclarations de Cornette.

La fin de la réunion fut particulière-

Le sieur Bardies, dans le Populaire, même campagne pour démontrer « la décomposition du Bolchevisme dans le Nord ».

Il utilise dans ce but, le manifeste de l'Opposition unitaire de la première U.R. du Nord. Naturellement, on sait très bien le parti que peuvent tirer du triste bilan accumulé aussi bien dans le Nord que dans les autres régions, par les dirigeants du Parti, tout les Bardies.

Mais que Bardies se détrompe. Il peut toujours utiliser les textes de l'Opposition unitaire, en tronquant, en glissant sur les passages du manifeste, passages où l'on reproche aux dirigeants de la C.G.T.U. d'avoir favorisé les réformistes du Nord.

Il n'empêchera pas le fait que la formation de l'Opposition unitaire dans le Nord est la barrière la plus sûre, la plus efficace contre les progrès réformistes.

Laisser les Porreye continuer à régner dans le Nord ; c'est faire le jeu du réformisme ; ce qui permet aux Bardies de se réjouir de ce qu'ils appellent la « décomposition du Bolchevisme ». C'est la politisation absurde des mouvements ; c'est la politique des 6 mars et 1^{er} août ; c'est la mécanisation des syndicats par l'appareil du Parti ; c'est le sabotage, masqué par des phrases, du front unique.

Si les Porreye, qui ont été jusqu'à refuser la collaboration des militants de l'Opposition unitaire, avait adopté la tactique préconisée par cette dernière au cours des grèves du Nord, les réformistes seraient autrement embarrassés pour briser le mouvement.

Le sieur Bardies, en veine d'amabilité, croit utile d'insister sur le manifeste de l'O.U. du Nord en se proclamant d'accord avec notre ami Cornette. Pauvre Bardies et quelle naïveté.

Que dira le Bardies lorsqu'il apprendra que l'Opposition unitaire du Nord avec Cornette ont précisément travaillé non pas à la « décomposition », mais au renforcement de la C.G.T.U. en organisant contre ceux qui veulent briser l'unité de la C.G.T.U. un meeting où étaient appelés les ouvriers de Dunkerque ?

Bardies préférera sans doute se taire. Mais il pourra toujours « décomposer » la C.G.T.U. ; les ouvriers du Nord avec l'Opposition unitaire lui démontreront qu'il va un peu vite en besogne.

A Dunkerque, l'Opposition unitaire dénonce, dans un meeting, les dangers d'autonomie provoqués conjointement par la politique de Monmousseau et de Chambelland.

L'« Humanité » n'en souffle mot. Le « Cri du Peuple » l'imite.

Pourquoi ce silence ?

4). Nous avons dénoncé (1) les tares du centrisme. Nous devons encore consacrer quelques lignes aux minoritaires de la C.G.T.U. qui occupent dans la question des ouvriers immigrés, comme dans d'autres, une position réformiste. Nous lisons dans le Cri du Peuple du 13 août, à la page 2, sous la plume de de Groote :

« La C.G.T.U. ne se serait pas diminuée en s'opposant à l'afflux de M.O.E. déversée à jet continu et systématiquement sur le marché au travail de ce pays par les négriers modernes, comme elle l'a fait à l'interdit, pour raisons de tactique, les centres où le prolétariat est en lutte. Ce faisant elle se serait placée au contraire sur son véritable terrain de protectrice des masses ouvrières aussi bien étrangères qu'indigènes. »

Remarquez que c'est là la position de Gompers, leader réformiste américain qui considérait les syndicats Amsterdamiens comme « bolchévistes » ! Car lui, il préconisait aussi l'arrêt de l'immigration pour maintenir le haut salaire ouvrier aux Etats-Unis. De Groote répète simplement la formule lassallienne de la loi d'airain.

Il est bon de se rappeler que Sémard lors de la crise de chômage de 1927 a dit la même chose, affirmant qu'il fallait de suite fermer les frontières.

Est-il besoin de démontrer qu'une organisation révolutionnaire doit dresser

Les ouvriers étrangers et la C. G. T. U.

dans un seul bloc les deux couches d'ouvriers contre le patronat et l'Etat en leur expliquant leur situation de classe et les moyens de s'affranchir.

Les opportunistes manquent complètement de perspectives. Chambelland proclame les 40 années de paix sociale. Jusqu'à présent les minoritaires ne nous ont pas indiqué par quels moyens ils entendent gagner les ouvriers immigrés sans lesquels l'on ne peut pas vaincre dans les luttes revendicatives même si la paix dure 30 à 40 ans comme tente de nous le faire croire le réformiste Chambelland.

Par contre le renégat Dunois (S.F.I.O.) nous déclare : « Avec la ligne syndicaliste on ne peut pas se sentir en France ».

Je crois que cela suffit. Nous n'avons qu'à tirer l'échelle.

5) Nous devons souligner que pour réformer le travail à la main d'œuvre étrangère, des mesures d'organisation que nous indiquerons plus loin ne suffisent pas ; de croire serait du pur crétinisme administratif.

Avant tout, il faut un changement de la ligne politique que seule l'opposition de gauche peut réaliser.

Les mesures d'organisation qui doivent compléter ce changement sont les suivantes :

1^o Les sections étrangères résidant en France doivent organiser la lutte dans leur pays et dresser les ouvriers immigrés de leur nationalité contre le patronat et l'Etat français, mais sous le contrôle strict du P.C. et de la C.G.T.U.

2^o Les comités nationaux étrangers doivent être dissous. Seuls, des comités régionaux travaillant sous le contrôle des organismes des P.C. et de la C.G.T.U. doivent subsister. L'esprit d'autonomie des organisations étrangères doit disparaître. Cela n'empêche pas l'existence d'un comité de rédaction sans aucun pouvoir politique et mieux contrôlé dans ses publications.

P. S. — Je voudrais encore dénoncer un fait qui se produit souvent :

Un camarade étranger a toutes les faveurs du secours rouge s'il est dans la ligne. On le soutient au point de vue matériel plus que largement.

Un simple ouvrier par contre n'a rien ou peu de choses. Un oppositional ne peut compter sur aucune aide.

AU CONGRES DE L'I.S.R.

Du rapport de Lozovsky : « En France, 150.000 ouvriers font actuellement grève contre la nouvelle loi des assurances sociales... Pour autant qu'on peut juger, le mouvement est dirigé par les syndicats unitaires... »

Pour autant qu'on puisse éviter de bluffer, il serait pour le moins élémentaire de reconnaître ce qui est : c'est-à-dire que dans le Nord, le mouvement de la grande majorité des 150.000 grévistes du textile est dirigé par les réformistes.

Mais le reconnaître, ne ferait guère l'affaire de ceux qui, à la direction de la C.G.T.U., pour justifier leur politique, faussent la vérité. Le congrès de l'I.S.R. est bien renseigné !

Du même rapport de Lozovsky : « Dans toutes les grèves revendicatives et politiques, la faute la plus importante consiste à ne pas savoir former le front unique à la base, à manifester du légalisme patronal, à prononcer des phrases gauchistes actives, abritant la passivité. »

« Phrases gauchistes actives » ? Nous ignorons ce que ça veut dire. Mais « phrases gauchistes abritant la passivité » c'est exactement ce que font actuellement les Thorez et les Porreye dans les grèves du Nord.

(1) Voir le numéro 51.

ment houleuse. Les gens du parti et les minoritaires s'invertoient avec violence. Nous devons reconnaître que certains membres du parti en portent la plus grande responsabilité.

Pour éviter des incidents plus regrettables, notre camarade Blanckaert leva la séance après avoir appelé les militants de Dunkerque à lutter contre l'autonomie et pour le redressement véritable de la C.G.T.U.

Un pur croyait nous embêter en proposant une quête pour l'humanité et pour les grévistes, mais le bureau accepta volontiers cette proposition.

Après la réunion, des camarades félicitèrent l'O. U. d'avoir osé organiser ce meeting et l'un d'entre eux nous remit 5 francs pour l'O. U.

Le lendemain, des copains sont venus encore nous dire leur écoeurement devant l'attitude de certains membres du P. C. qui, à notre réunion, avaient voulu agir comme les socialistes de Dunkerque en 1920-21, lors des premières réunions du P. C.

En somme, le meeting de Dunkerque fut une bonne journée pour l'Opposition Unitaire et un travail utile pour la défense de la C.G.T.U.

Un correspondant.

DANS LA REGION LYONNAISE Histoire de la délégation au congrès de l'I.S.R.

Nous avons signalé en son temps le résultat de la campagne dans la Région Lyonnaise, pour l'envoi d'une forte délégation au 5^e Congrès de l'I.S.R. et notamment que la « Rencontre » organisée à Lyon en vue de faire désigner par les « masses » les délégués de la Région ne réunît environ que 150 personnes !

Si ce résultat démontre à quel niveau nos 100 p. 100 ont réduit l'influence de la C.G.T.U. et de l'I.S.R. dans la Région, il démontre aussi que c'est la fausse politique de la C.G.T.U. enfoncée dans la « III^e période » qui écarte les masses ouvrières de ses réunions et non les masses ouvrières qui ne s'intéressaient pas aux choses de Russie, puisque des milliers de francs furent recueillis dans la Région, fournis en grosse partie par les syndicats comptant dans leur sein un futur délégué.

L'heure du départ arriva. Nantis de la somme exigée de chaque délégué, ils étaient démunis de passeports, ignoblement refusés aux révolutionnaires par le Tardieu des banques et des négriers.

Arrivés à Paris, persuadés que la grosse manœuvre d'un Tardieu n'avait pas pris au dépourvu les dirigeants de la C.G.T.U., et que toutes les mesures étaient prises pour leur permettre de remplir leur mission, nos pauvres délégués s'attendirent à déclarer que, puisque démunis de passeport, ils ne pourraient partir ! Ils furent invités à passer à la Caisse déposer leur argent collecté pour payer leur voyage et à rentrer chez eux !

Ainsi se termina, après une nuit en chemin de fer, la délégation pour laquelle avaient été invités à souscrire les travailleurs de la Région. Jugez des amères réflexions des camarades qui avaient pris toutes leurs dispositions pour un long voyage et qui ont fait brusquement connaissance avec les capacités organisatrices des 100 % de la C.G.T.U. Ils se demandent maintenant : où est passé l'argent ? — L. Voré.

DANS LE NORD Intervention malheureuse d'un jeune stalinien

Le deuxième jour de la grève générale à Halluin, notre camarade Cornette prit la parole à une assemblée générale de grévistes pour éclaircir le débat rendu très confus par l'attitude hésitante et équivoque du dirigeant local sur la question des rentrées particulières dans les fabriques ayant donné satisfaction. De la même façon qu'un lauréat ne peut voir du rouge, un jeune stalinien d'Halluin, ne peut souffrir le langage d'un oppositional, et se dirigeant vers Cornette, il gesticula en prononçant quelques paroles inintelligibles et accusa la Vérité de mentir sur les grèves du Nord.

Notre petit homme fut vite calmé par l'attitude de l'assemblée, qui ne goûta guère cette sortie tapageuse.

L'Opposition unitaire inquiète Lozovsky

Le discours inaugural prononcé par Lozovsky au congrès de l'I.S.R. contient un certain nombre de perles de grande taille. La saine méthode stalinienne d'affirmations sans preuves et de calomnies est intégralement respectée par le secrétaire général de l'I.S.R.

Lozovsky a parlé de beaucoup de choses et sur tout, il a donné son opinion. Aussi bien sur le travail de la section de Cuba que sur le Brésil, où il nous apprend que : « au Brésil, les partisans de l'I.S.R. ont approuvé et reconnu la direction syndicale nommée par la police ».

On peut se demander ce que pouvait bien faire dans l'I.S.R. des « partisans » qui sympathisent aussi bien avec la police. Mais là, Lozovsky ne daigne pas s'étendre sur cette trouvaille qui laisse rêver sur ce que cachait la « troisième période » au Brésil.

L'Opposition unitaire dans la C.G.T.U. n'a pas manqué d'attirer l'attention de Lozovsky. Ce qu'il en dit est à la fois un mélange d'aveux et de mensonges.

Il rappelle ainsi sa formation : « Cette nouvelle opposition, dès le début de sa naissance, est soumise à la direction idéologique de l'organe trotskyste en France, la Vérité. Ce groupe agit plus habilement que le Comité pour l'indépendance du syndicalisme, il va même jusqu'à polémiquer contre les anarcho-réformistes. Il intervient avec des mots d'ordre plus subtils et mieux arrangés. »

Il est important de souligner l'aveu de Lozovsky sur l'Opposition unitaire qui « polémise » contre les anarcho-réformistes. Tiens ! Tiens ! Mais alors, et les histoires encore récentes de Mammousseau et Cie, sur l'identité de vues qui régnaient entre l'Opposition unitaire et le Comité pour l'indépendance ? L'aveu de Lozovsky montre ce que valait cette soi-disant identité.

Lozovsky ne trouve que la « subtilité » pour expliquer les progrès de l'Opposition unitaire. Piètre explication. Mais il faut excuser Lozovsky. Faire comprendre autrement que par de mystérieuses « subtilités » et de non moins étranges « arrangements » l'avance de l'Opposition unitaire est si difficile. Et Lozovsky ne peut évidemment convenir que l'explication en serait plutôt que l'Opposition unitaire, si elle combat sa politique, ne tombe pas, malgré tout dans les bras de Chambelland.

Pour attaquer l'Opposition unitaire coupable d'avoir nié la « radicalisation des masses », Lozovsky a un gros argument :

« L'Opposition unitaire confond le début, le milieu et l'accord final dans la lutte des masses. »

La Fédération Postale unitaire en face de la crise confédérée

Quelle a été dans le passé, à l'égard de la crise latente de la Fédération Postale confédérée, quelle est présentement vis-à-vis de la crise aiguë qui vient d'éclater, l'attitude de la Fédération postale unitaire ? Quelle fut et quelle est sa politique, quels sont ses méthodes et ses moyens d'action pour ramener à elle les éléments restés à la rue Lafayette, ou tout au moins pour faire pénétrer dans leurs rangs ses conceptions révolutionnaires et son influence ? Pour examiner ce double problème il convient d'exposer préalablement ce qu'est la Fédération postale unitaire.

La composition de la F. P. U.

Un peu d'histoire

La F.P.U. est née de la scission syndicale de 1921. Deux syndicats se prononcèrent pour la C.G.T.U. : celui des ouvriers et celui des employés. Un resta fidèle à la C.G.T., celui des Agents.

La F.P.U., à l'inverse de la F.P.C., com-

Qui, sinon Lozovsky et avec lui tous les staliniens confondaient le « début, le milieu et l'accord final dans la lutte des masses » ? Qui, sinon eux rabâchaient toutes sortes de sottises sur la « radicalisation et le nouvel essor révolutionnaire des masses qui posaient la question du pouvoir » ? Est-ce que maintenant Gilton ne parle pas lui-même de la lutte contre le « verbalisme pseudo-gauchiste », lui qui bavardait à perte de vue sur l'urgence de la question de l'instauration des soviets en France.

Maintenant l'Opposition unitaire a aussi commis un grand péché. Elle n'a pas « accepté la proposition de la C.G.T.U. d'envoyer un certain nombre de représentants au congrès de l'I.S.R. » Le « certain nombre de représentants », c'était un « délégué » et encore désigné non pas par sa tendance, mais par Mammousseau.

Le refus de l'Opposition unitaire d'accepter la caricature de représentation au Congrès de l'I.S.R. est qualifié : « Lâcheté » par Lozovsky. Les lâches sont ceux qui sabotent la représentation sérieuse des oppositions.

Une prophétie de Lozovsky : « On peut dire franchement aux chefs de l'Opposition unitaire que leur politique de lutte contre l'I.S.R. sous le pavillon de l'I.S.R. est un jeu dangereux qui ne pourra durer longtemps. »

Et puis, une invitation : « Nous ne remercions personne de force parmi nous ; s'ils se sentent mal à l'aise dans les rangs de l'I.S.R., qu'ils aillent à l'Internationale d'Amsterdam ».

L'opposition unitaire, n'en déplaise à Lozovsky, continuera à lutter contre la politique, la sienne, qui renforce Amsterdam partout. Et elle n'a pas besoin de choir pour cela dans l'anarcho-syndicalisme. Cela irrite Lozovsky qui appelle cela un « jeu dangereux ». Dangereux ? Oui. Mais pour lui, pas pour l'I.S.R.

Quant à l'invitation de Lozovsky à l'Opposition unitaire de rentrer dans l'Internationale d'Amsterdam, il se trompe d'adresse. Qu'il la fasse plutôt à ses amis du Brésil qui « ont approuvé et reconnu la direction syndicale nommée par la police ». Et sans doute que la ligne stalinienne avait en eux de non moins fidèles partisans.

Lutter contre la politique qui affaiblit l'I.S.R. n'est pas faire acte de candidature pour Amsterdam ; l'Opposition unitaire, dans les faits, vient de montrer à Dunkerque qu'elle savait lutter contre le danger d'autonomie provoqué par la politique des amis français de Lozovsky. — GOURGET.

C.G.T.U. C'est à ce titre qu'en avril 1927, son secrétaire général fut désigné pour aller présenter au congrès confédéré de Bullier la proposition d'unité élaborée sur les bases de la Résolution de la section confédérée des cheminots de Paris-Etat-Rive droite.

A cette époque la F.P.U. avait réuni en son sein tous les éléments les plus actifs de la corporation. Elle en constituait en fait la minorité révolutionnaire.

Elle était une force réelle : force d'attraction, de rassemblement et d'animation des masses désillusionnées de plus en plus par la carence et l'impuissance volontaires, la collusion masquée et bientôt ouverte des dirigeants de la Fédération Postale confédérée.

Malgré la netteté de son attitude révolutionnaire qui avait valu à Gourdeux sa révocation, la F.P.U. avait été reçue officiellement jusque-là, par l'Administration des P.T.T.

Mais celle-ci comprit vite le danger qu'était pour elle la F.P.U.

Celle-ci dénonçait et déjouait en effet, implacablement les pièges de toutes sortes et les machines infernales montées savamment par le Haut Etat-Major administratif complètement « maçonné » comme nous l'avons vu et qui avait pour but de diviser le personnel et de le démoraliser.

Aussi les relations officielles furent-elles rompues. La F.P.U. fut mise dans une illégalité de fait.

Néanmoins cette rupture, qui la privait d'un moyen d'action important et de la possibilité de discuter à égal avec l'Etat-Patron (ce que ne faisait plus depuis longtemps la F.P.C.), ne l'empêcha cependant pas d'accroître sa puissance.

Bien que ses effectifs restent à peu près stationnaires, elle avait le prestige moral et politique d'être la seule force corporative, capable de tenir tête à l'Etat-Patron. Les événements allaient d'ailleurs la servir et lui permettre d'étendre son influence au maximum, même sur les éléments confédérés qui lui étaient restés jusque-là réfractaires.

La crise de 1927

En octobre 1927, paraissent les décrets officiels, fixant les nouveaux traitements de toutes les catégories. Ils étaient le fruit d'une longue et laborieuse révision des traitements. Ils apportèrent à tous les Postiers, la plus entière, la plus amère, la plus cruelle des désillusions.

Elle fut telle que la pièce maîtresse de la F.P.C., le syndicat des agents, traversa une crise qui le mit à deux doigts de la dislocation. Des démissions massives se produisirent surtout parmi les Dames-employées qui s'étaient groupées dans « la Ligue pour l'Égalité des Salaires » et voyaient s'effondrer leurs espoirs de réaliser cette revendication capitale.

Au Conseil national du syndicat des Agents, Baylot, exécuteur des hautes et basses œuvres maçonniques, fut balayé et remplacé par Malhé. En présence de cette crise confédérée, la F.P.U. voyait s'ouvrir les perspectives les plus favorables de se développer rapidement et de soumettre les masses débandées de la rue Lafayette à son influence.

Elle venait elle-même de déjouer une manœuvre maçonnique extrêmement dangereuse pour elle. Maître du Cri Postal, journal des employés (qui constituait la pièce maîtresse de la F.P.U.) la Féd. Amic. Mac. tentait la création d'un syndicat autonome de catégorie des employés. La F.P.U. se voyait ainsi privée d'un organe influent pour la majorité de ses adhérents et enregistrait quelques démissions.

Néanmoins le mal fut conjuré grâce à l'action énergique de la F.P.U. et aussi à « La Bataille des P.T.T. » Ce nouveau journal fondé au moment aigu de la crise au début d'octobre 1927 par des militants confédérés et unitaires, tint tête vigoureusement au danger qui menaçait la F.P.U. en dénonçant l'esprit de catégorie qui éviscailait alors à la fois dans les milieux agents (création d'un syndicat jaune des commis, démission des Dames de la Ligue) et aussi dans les milieux employés. Il dénonça la manœuvre maçonnique et sonna le rassemblement de toutes les forces corporatives autour de la Fédération Postale unitaire avec, comme objectif : redressement corporatif et restauration de l'unité morale de la corporation en lançant les mots d'ordre : « Toutes les catégories solidaires, toutes ensemble dans la bataille, et toutes en même temps. »

(A suivre).

LA VIE DU PARTI

La vie du Parti ne se traduit pas par un regain d'activité et de vitalité. Et cela malgré l'ampleur et l'importance des grandes luttes ouvrières du Nord. Le régime bureaucratique qui domine le parti français apporte la répercussion de tout « tournant » au niveau de celle des « lettres ouvertes » trimestrielles des directions. Les chassés-croisés au sein des sommets n'y changent rien. La prétendue « conversion à 180° » dans les formules de la direction, n'a d'ailleurs pas été suivie d'éclaircissement ni de discussion approfondie dans la base du parti, à qui la direction coupe le souffle. Ces éclaircissements que la direction ne peut donner, c'est aux meilleurs militants du parti à les exiger. Avec eux, aux oppositionnels de gauche. De la discussion, de la clarification des faits, de la vitalité accrue de la base, l'opposition ne peut sortir que fortifiée. Et, par conséquent, avec elle, le Parti. Contre le rouvrant liquidateur engendré par l'appareil, les militants de l'Opposition de gauche demeurent la force la plus efficace. Aux côtés de nos camarades du parti, il leur faut démontrer que les propositions fermes et claires de l'Opposition de gauche permettent seules d'en finir avec la confusion et le marasme entretenus par la bureaucratie.

Seizième semaine internationale des jeunes

Manifestations contre la guerre impérialiste, et affirmation des buts révolutionnaires de la jeunesse prolétarienne, tel est le sens de cette nouvelle semaine internationale qui, à l'exemple des précédentes, tire sa double origine de Stuttgart et de Berne.

STUTTGART 1907

Tenue en 1907, à Stuttgart, la première conférence internationale des organisations de jeunes, appuya la célèbre motion du congrès de la 2e internationale (qui s'y tenait parallèlement), contre la guerre impérialiste, motion qui disait, par un amendement de gauche, qu'en temps de guerre : « il fallait soulever les masses, utiliser la crise créée par la guerre pour hâter le krach de tout le régime capitaliste. » Signée de Lénine et de Rosa Luxemburg, cette motion fut développée à la conférence des jeunes par le rapport de Karl Liebknecht.

Comprenant fort bien que cette lutte se trouvait liée au combat permanent de la classe ouvrière, la conférence des jeunes elabora le programme revendicatif de la jeunesse prolétarienne.

Ayant eu à se développer indépendamment des partis social-démocrates, et des contradictions avec leur politique réformiste, les organisations de jeunes subirent la main-mise des directions opportunistes. Mais c'est pour avoir affirmé sa fidélité aux principes de Stuttgart, que la majorité des organisations prolétariennes de jeunes se trouva au moment de la guerre, dans le camp révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et les partis social-démocrates.

BERNE 1915

En pleine guerre impérialiste, alors que les directions opportunistes de la 2e internationale croupissaient dans l'Union Sacrée, la jeunesse prolétarienne se réorganisa dans la lutte contre cette guerre impérialiste. C'est là l'origine de la conférence de Berne tenue en 1915. Tâtonnant quelque peu sur la question de principe en introduisant le mot d'ordre du Désarmement, la conférence n'en constitua pas moins un des bastions de la lutte contre la guerre. Combattant ce mot d'ordre, Lénine dénonçait le « social impérialisme dissimulé » des Kautsky, Longuet et Cie, mais prit toujours soin de les différencier de la Jeunesse, chez laquelle il voyait une tentative de résoudre révolutionnairement les questions, c'est pourquoi il souligna la courageuse revue du Bureau International des Jeunes la : *Jugend Internationale*.

NOSKE ET LIEBKNECHT

Celui qui symbolisait au plus haut point la lutte de la jeunesse contre la guerre

fut celui-là même qui dirigea la première conférence internationale : Karl Liebknecht. Entre le social-impérialisme et la lutte révolutionnaire véritablement socialiste et marxiste, le fossé était profondément creusé, le choix de la Jeunesse s'était également fait.

Fidèle à sa tradition révolutionnaire, la jeunesse constitua son Internationale : l'I.C.J. Les principes marxistes de la conférence de Stuttgart, c'est-à-dire les amendements de la gauche, furent développés à la lumière des enseignements de Lénine et de la Révolution russe.

Et c'est pourquoi aussi, les organisations des jeunes réformistes n'ont rien de commun avec la jeunesse révolutionnaire. Les apôtres du pacifisme, ne font qu'enchaîner la jeunesse ouvrière à ses exploiters ; aux principes révolutionnaires ils ont substitué l'apologie des beautés progressives de la démocratie. Leur « socialisme » c'est celui des assassins de Liebknecht. Et c'est une des tâches des jeunes communistes de démontrer aux jeunes ouvriers qui se laissent prendre au fil de la « démocratie laïque » développée par l'aile gauche de la bourgeoisie, ce que sont en réalité ces jeunes socialistes et de réaliser contre le réformisme le front unique révolutionnaire de la jeunesse ouvrière.

II^e ET III^e CONGRES DE L'I.C.J.

Les tâches de la conquête, par les organisations communistes des jeunes, de la jeunesse prolétarienne prennent leurs directives dans les II^e et III^e Congrès de l'I.C.J.

Principes de lutte contre la guerre impérialiste comme une des tâches spéciales de la jeunesse parce que cette dernière subit le lourd poids du militarisme, mais lutte qui ne se sépare en rien de la lutte quotidienne constante, contre l'exploitation capitaliste. Aussi une des tâches de la jeunesse communiste est de développer la *lutte économique* de la jeunesse, non en un mouvement isolé, mais bien au contraire, liée avec tout le mouvement central.

TROISIEME PERIODE

Malheureusement, loin d'avoir affirmé ses bases, la J.C. se trouve isolée, coupée des masses des jeunes travailleurs, durant cette 16^e semaine internationale. La fausse politique de la direction de l'I.C. a fait ses ravages au sein de l'I.C.J. Les défaites révolutionnaires ont amputé d'autant chaque organisation de jeunes, les ont rebuts, éloignés du communisme. Aujourd'hui la bureaucratie se débat dans ses contradictions de la « troisième période ». Période qui accabla le déclin des organisations révolutionnaires par la méconnaissance complète de la situation. Les exagérations ultra-gauchistes, du social-fascisme, de la guerre imminente, de l'essor révolutionnaire, trouvèrent leur châliment dans l'affaiblissement des organisations des jeunes et de toute la classe ouvrière, mais par contre, le social-démocratie, l'aile droite qui couve sous la bienveillante protection du centrisme, s'accroissent d'autant. Opportunisme possible que par l'abandon des principes révolutionnaires de l'I.C., ceux des quatre premiers congrès et, pour la jeunesse, de ses II^e et III^e congrès, qui ne firent qu'adapter ces résolutions aux tâches précises des jeunes.

LE TOURNANT

Et c'est au sortir de cette période funeste, que se situe la semaine internationale. Alors que l'année dernière, assommée par le 1er août 1929, il n'y eut rien, cette année, faiblement, on fait un effort. Mais ce dernier ne pourra être profitable que dans la mesure où il réalisera une liaison avec la base de la Jeunesse ouvrière par la révision de la ligne politique. Or cela n'est pas. Loin d'abandonner les analyses opportunistes on se contente d'en rectifier bureaucratiquement les « déviations » non moins bureaucratiques, et ce, sans aucune participation de la base. C'est ainsi que le récent C.C. des Jeunes eut à s'occuper des logiciens ultra gauchistes de la « troisième période ». Nédélec et Cie. Le problème fut résolu organiquement, en haut dans les hautes sphères de la bureaucratie dirigeante, mais en aucun cas, l'organisation elle-même ne fut conviée à discuter et résoudre amplement cette question. Or l'avenir des Jeunes y est lié.

EDUCATION, DEMOCRATIE

Plus d'une fois l'opposition de gauche eut à souligner l'importance qu'a l'éducation des Jeunes. Nous avons noté que cette éducation ne peut se faire que par la pratique de la lutte politique, et que pour être profitable, cette dernière doit être juste. Mais l'éducation politique s'acquiert dans la mesure où la base discute de son élaboration. Lénine souligna plus d'une fois la nécessité de l'indépendance des organisations de jeunes. Dans la résolution du 6^e Congrès du P.C.R. tenu en 1919 et qui consacra la création des Jeunes communistes russes il est dit : « L'intervention du Parti dans l'activité organisatrice de la jeunesse ouvrière ne doit pas revêtir le caractère d'une tutelle ». Ce qui veut dire que tout en guidant spirituellement la jeunesse, il faut lui permettre de discuter, de réfléchir, d'acquiescer de l'expérience, de l'initiative, afin qu'elle assimile véritablement la ligne politique juste. C'est dans la mesure où les organisations de jeunes eurent la possibilité de le faire, qu'elles se trouvèrent être l'appui de l'aile gauche contre l'opportunisme de la 2^e Internationale. L'exemple ne doit pas être perdu, mais au contraire compris.

LES TACHES PRESENTES

L'on voit ainsi en quel sens, les Jeunes communistes doivent travailler pour remonter le courant. En cela, l'opposition de gauche, fraction du parti, a sa tâche bien précise. Loin d'être isolée de la tradition du parti et des Jeunes, nous croyons que sa ligne politique, n'est que la forme continuatrice des traditions des Jeunes — traditions de lutte implacable contre l'opportunisme. Car ce ne fut que dans la mesure où elles soutinrent l'aile gauche marxiste que des Jeunes eurent une vie.

Dans une situation internationale tendue où les crises s'aiguissent, il est plus que jamais urgent pour l'I.C. et l'I.C.J. d'être à la hauteur de leurs tâches révolutionnaires.

L'isolement de la masse des jeunes ouvriers dans lequel se trouve toute la J.C. doit inciter la base de cette dernière à reprendre contact avec elle, cela ne se peut que par le rejet de la troisième période, et de son « tournant » qui contribue à égarer les jeunes ouvriers ; par le retour aux traditions de l'I.C.J. et de l'I.C., celles de la gauche au sein de la 2^e Internationale, celles de l'Internationale Communiste.

Ainsi, seulement, la lutte contre le capitalisme, et la guerre qu'il porte en lui, sera efficace.

Et c'est avec la claire conscience des lourdes tâches qui nous incombent, que nous lutterons et manifesterons aux côtés et avec toute la jeunesse communiste en cette 16^e semaine internationale des Jeunes, pour la régénération de l'I.C.

Pour une véritable politique marxiste de l'I.C. et de l'I.C.J.

Pour la réintégration de l'Opposition de gauche dans les rangs du Parti

Pour une éducation et une démocratie communiste dans les Jeunes

Pour la défense de l'U.R.S.S.

Pour la Révolution mondiale libératrice

Contre la guerre impérialiste

J. J.

En Vendée

En Vendée le mouvement communiste est presque mort. Il fut un temps où nous avions, soit des cellules, soit de fortes bases à La Roche, aux Sables, à Fontenay, Luçon, Chantonnay, Le Langou, La Chataigneraie, Le Tablier. Il reste deux cellules qui dorment et dont les effectifs dégringolent : La Roche et Les Sables. Souvent les réunions de ces cellules ne peuvent avoir lieu parce qu'il n'y a personne. Il n'y a pas eu de réunion de rayon depuis un siècle.

A La Roche-sur-Yon, la cellule qui devait compter une quarantaine de membres il y a quelques années est tombée à 13 ou 14 « cotisants » depuis l'exclusion d'un « saboteur » Guillou, alors bon camarade de la gauche. Tout récemment

un excellent militant qui dirigeait en fait le rayon, Péaud, a été radié pour lèse-stalinisme et a rallié l'opposition de gauche. Son départ a porté encore un coup à l'organisation.

La situation de la C.G.T.U. n'est pas brillante non plus. Des 200 gars du Bâtiment qui avaient adhéré l'an dernier au syndicat unitaire, il ne reste rigoureusement plus rien. Pourtant les gars répondent en masse à l'appel des unitaires lorsque leurs mois d'ordre sont justes (voir les A.S. par exemple). Mais la C.G.T.U. est incapable de les organiser.

Quant à la Jeunesse, il y a un mois elle ne comptait dans les 3 départements de l'Entente, qu'une seule cellule, celle de Nantes, une cellule morte qui comptait 15 membres environ dans une ville ouvrière de près de 200.000 habitants. Tels sont dans notre région les ravages du stalinisme. Pourtant certains signes — le succès de certaines réunions, les progrès de la cellule de J.C. créée à La Roche depuis un mois à peine, — montrent que le redressement est possible. Mais il n'est possible que par l'effort des communistes du Parti et en dehors du Parti. Ce n'est pas en suivant aveuglément la ligne des dirigeants centristes qu'on peut y parvenir. Il faut que chaque camarade revise, pour lui-même, honnêtement et sans parti pris, la politique des dirigeants. Il faut qu'il se demande si cet affaiblissement terrible n'est pas dû à une fausse politique des bureaucraties, tantôt ultra-gauchiste, tantôt opportuniste. Déjà ce mouvement de réveil commence à se dessiner. L'opposition de gauche trouve des sympathies. Espérons que bientôt les camarades comprendront et qu'ils sauveront le parti dans l'Atlantique.

Un communiste.

Dans le 4^e rayon

L'on forma à grand tam-tam, le 2 août dans le 13e, un comité de défense de l'Humanité, mais ce comité ne s'est pas encore réuni depuis, malgré le « tournant d'application ». Il faut le réunir.

Un correspondant.

Discussion sur le tournant

Nous avons annoncé dans notre précédent numéro une réponse de la Commission Exécutive à l'article des camarades juifs.

Nous publierons ce texte la semaine prochaine ; il sera conçu comme un appel aux membres du Parti, de façon à lui donner la portée la plus large possible. — La Rédaction.

Dans une déclaration le Comité Central du Parti est obligé de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs
Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE
45, boulevard de la Villette
Paris (10^e)

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Avant la Conférence Nationale de l'opposition allemande

Le 21 septembre se tiendra à Berlin la Conférence Nationale de l'Opposition allemande — une semaine exactement après les élections du Reichstag qui tuent en ce moment le Parti dans un état d'excitation et d'illusions florissantes.

La Conférence nationale est la première conférence de l'Opposition unifiée du P.C.A. ; elle a lieu cinq mois après la conférence dite « Conférence d'unification » du 30 mars 1930, au cours de laquelle l'Opposition de Wedding et du Palatinat s'est unie à la minorité du Leninbund. Cette unification marqua un pas décisif dans le développement de la gauche allemande ; elle fut le rassemblement de cadres oppositionnels qui s'étaient violemment combattus dans le passé et qui menaçaient de s'étioler dans leur « fier isolement ». L'unification des deux groupes le 30 mars, ne fut pas une fusion mécanique. Dès le début, il était évident que l'édification d'un nouveau groupe, se débarrassant des erreurs funestes du passé ne s'effectuerait que lentement, au cours du travail, et non sans froissements intérieurs.

Face au Parti

Dans le passé les cadres oppositionnels se sont laissés isoler du noyau prolétarien du Parti sans opposer de résistance suffisante. Ce phénomène, que nous pouvons constater dans la plupart des pays, s'est manifesté en Allemagne d'une façon particulièrement forte dans le Leninbund. L'exclusion de plusieurs milliers de militants de gauche par la direction centre-droite et plus tard par la direction centriste du P.C.A. au cours des années 1926, 27 et 28, a favorisé la conception, selon laquelle les cadres révolutionnaires se trouvent en dehors du parti.

Cette conception servit de base à Maslow, Ruth Fischer et Scholem jusqu'en 1928 ; lorsqu'il reconnurent qu'il n'en était pas ainsi, que malgré Thälmann le P.C.A. avait une base fortement ancrée dans le prolétariat allemand et qu'une véritable gauche avait pour tâche de lutter non pas contre le Parti, mais contre la direction du Parti, ils rendirent tout effrayés les armes devant la direction du Parti. Ce fut là également le développement des véritables chefs de l'Opposition de Wedding (Riese, etc.), à l'exception de Weber qui resta sans bruit dans la vie privée. Les ouvriers qui les avaient suivis, abandonnèrent à eux-mêmes les deux chefs « historiques » (de Maslow à Weber). La gauche allemande, qui avait toujours montré dans le passé une série de caractéristiques non-téninistes, accentua plus fortement ses traits négatifs après la faillite de ses directions historiques. Dans l'ancienne opposition, on vit des tendances anti-syndicales et sectaires se faire jour, tandis que l'école de Maslow, de l'héritage duquel Urbahns prit possession, donna naissance à un système dans lequel l'ignorance crasse, la confusion inouïe et le Brandlérisme le plus plat s'unissaient à des manies ultra-gauchistes. L'Opposition de gauche unifiée, à liquidé ce passé d'une façon radicale. Immédiatement après la conférence d'unification, elle s'est mise à se diriger vers le noyau prolétarien du Parti. Elle reconnut de plus en plus nettement, que le rôle de l'Opposition de gauche n'est pas celui d'un facteur indépendant dans le mouvement ouvrier, mais qu'elle a sa tâche essentielle consistant à lutter dans le Parti contre le liquidationisme et le centrisme.

Cette attitude intérieure de l'Opposition de gauche fut déterminée par la conviction que l'P.C., malgré ses lourdes et funestes erreurs, joue encore un rôle progressif. Il est possible que l'P.C. et le P. C. A., par l'action systématique de l'Opposition de gauche soient préservés de l'effondrement vers lequel s'achemine forcément le centrisme. Mais l'effondrement de l'P. C. serait le coup le plus terrible qui pourrait frapper la classe ouvrière. Ce serait nier le

rôle dirigeant du Parti et retomber dans la théorie de la spontanéité qui a joué un grand rôle en Allemagne (Rosa Luxembourg), que de ne pas reconnaître que l'effondrement du parti révolutionnaire équivaut à un recul de la révolution prolétarienne pour des années.

Certains camarades ont tendance à sous-estimer les processus intérieurs qui se déroulent encore aujourd'hui sous la surface de la vie du Parti. Vu d'une façon purement extérieure, le P.C.A. offre aujourd'hui l'image à peu près suivante : une nouvelle génération qu'aucune hésitation idéologique n'inquiète, s'est formée et n'est venue au Parti qu'au cours des deux ou trois dernières années. Les anciens cadres éprouvés sont complètement éliminés ; une petite partie de ces derniers est dans notre camp ; les erreurs de la direction et la carence des anciens groupes d'opposition ont poussé une autre partie dans les bras de la droite, la plus grande partie a quitté le parti et forme la grande masse des « passants », dont le mouvement communiste de tous les pays est tellement riche.

De nouveaux cadres inexpérimentés, éduqués selon les méthodes de caserne, voilà les bases sur lesquelles s'élève un bureaucratisme démoralisé, impuissant, ignorant et dix fois « retourné ».

Certains doutent qu'un processus de regroupement, de différenciation soit possible dans un tel organisme. Rien n'est plus faux que ce point de vue. Les jeunes cadres inexpérimentés qui sont dans le Parti et qui sont en liaison constante avec un cercle de sympathisants, dont ils ne se différencient pas particulièrement, sont une partie non encore formée du prolétariat révolutionnaire. Leur confiance dans la direction n'est pas encore ébranlée par l'expérience. Les nouvelles luttes politiques, dont l'avenir très prochain sera riche, prouveront à ces cadres aussi, l'insuffisance de l'armature théorique et pratique du centrisme au pouvoir. L'expérience ébranlera ces cadres aussi dans leur confiance aveugle dans la direction, — du moins la partie la plus avancée de ces cadres. Lorsqu'ils connaîtront la lutte de l'Opposition de gauche, même s'ils ont lutté contre la gauche, ils trouveront le chemin vers nous ; ils deviendront, eux aussi, des « passants » si la gauche ne sait pas lutter librement et méthodiquement pour la conquête du noyau prolétarien du Parti.

Dès aujourd'hui, il existe des prémices d'un tel développement. L'allure à laquelle les cadres du Parti reprendront conscience dépendra en grande partie de l'Opposition de gauche elle-même, de la justesse de sa politique, de sa tactique, de l'activité et du dévouement des militants de l'Opposition de gauche.

Le développement de l'Opposition depuis la conférence d'unification

Dans le domaine de la juste appréciation du rôle du Parti et de son propre rôle, l'Opposition allemande a traversé, dans les cinq mois qui se sont écoulés depuis la Conférence d'unification, un profond processus de clarification. Les questions actuelles de la révolution russe furent mises en avant dès le moment où la discussion s'éleva au sujet du conflit sino-russe, elles furent profondément développées dans la lutte contre le groupe Urbahns. Après la conférence nationale, cependant, ce furent surtout les questions de la tactique syndicale, et de l'application du front unique, qui passèrent à l'ordre du jour.

Il était inévitable que certains camarades ayant vécu trop longtemps dans l'atmosphère étouffante des cliques ne pussent s'habituer à la vie nouvelle de l'Opposition, pleine de questions politiques et lourde d'un travail énorme. Après peu de temps, ils quittèrent l'Opposition de gauche (Neumann, Joko, Grylowycz). Ces départs, inévitables en face de l'unification et du regroupement

intérieur des cadres oppositionnels, restèrent limités à l'organisation de Berlin. Ils furent à tous égards largement compensés par le passage du meilleur rayon du Leninbund (Berlin IV) à l'Opposition de gauche, en avril-mai.

Des organisations de province, ce sont celles de la Saxe et du Palatinat qui se sont le mieux développées.

A la veille de luttes décisives

L'accentuation de la crise politique en Allemagne, mettra bientôt le Parti devant des questions décisives. On verra bientôt que la direction centriste est incapable de faire le plus petit pas tant soit peu sérieux dans la lutte contre le régime de dictature, l'offensive patronale et le fascisme. Le 18 juillet, lorsque l'article 48 (dictature Hindenburg) fut instauré par un coup d'Etat, le mot d'ordre du P.C.A. : « grève politique de masse contre la dictature fasciste », s'éteignit sans réveiller le moindre écho. L'offensive générale contre les salaires démontra l'impuissance et le néant de l'Opposition syndicale rouge. (Mansfeld et Nord-Ouest).

Mais dans la lutte contre le fascisme, que le Parti ne découvrit que le 23 juin, lendemain de la victoire électorale des socialistes-nationaux en Saxe, la direction du Parti s'est idéologiquement effondrée. Elle publia le 24 août, une « déclaration de programme » dans laquelle elle combat le fascisme en adoptant ses phrases nationalistes et en parlant — tout comme Trevisan — de l'Allemagne « désarmée » et de la « haute trahison » du parti socialiste, « agent de l'impérialisme français et polonais ». Au lieu de mener la lutte pour la conquête des millions d'ouvriers réformistes, la direction du parti tenta de faire une brèche dans les masses fascistes, en adoptant un programme de national-bolchévisme à grandes phrases. Au lieu de tracer les voies de la lutte, la direction du P.C. annonce les « directives du pouvoir soviétique qui vient », et les mesures qui suivent la victoire révolutionnaire.

L'Opposition de gauche d'Allemagne est à la veille de luttes très graves. La conférence nationale du 21 septembre doit servir à préparer ces luttes.

KURT LANDAU.

Nous mettons en vente des collections de la LUTTE DE CLASSES pour les 6 premiers mois de 1930, AU PRIX DE 10 FRANCS (N° 17 à 22).

Ces 6 numéros forment un ensemble de plus de 450 pages contenant une documentation indispensable sur le mouvement communiste international, des articles du camarade Trotsky, des études de fond sur le mouvement syndical, sur la situation en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en U.R.S.S., en Inde, en Indochine, etc., ainsi que des articles sur le mouvement oppositionnel international, des comptes-rendus d'ouvrages politiques et économiques.

Chaque militant doit posséder cette collection. A ceux qui n'ont pas acheté jusqu'à présent LA LUTTE DE CLASSES nous donnons la possibilité de se documenter en achetant les 6 premiers numéros de cette année de la LUTTE DE CLASSES, au prix de 10 francs.

Envoyez les commandes à LA LUTTE DE CLASSES, 45 boulevard de la Villette, Paris X°.

LE BULLETIN INTERNATIONAL DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE EST PARU

Le premier numéro de notre Bulletin International est paru, avec pas mal de retard. Dès maintenant il est entre les mains des groupes internationaux, et est envoyé à nos groupes en France.

Rappelons à nos camarades que le Bulletin n'est pas fait pour être vendu en dehors de l'opposition. Mais il doit être lu et discuté par nos camarades à qui il apporte des documents sur la vie de l'opposition internationale.

Ce premier numéro comprend un manifeste international, et des documents sur les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, France. En ce qui concerne la Belgique, le Bulletin publie un rapport de la direction de l'Opposition. La Fédération de Charleroi, dont est publiée une résolution, s'est prononcée dans son ensemble contre ce rapport. Toute l'opposition est intéressée à cette discussion, dont dépend l'avenir de l'opposition belge.

Le prochain numéro comprendra une documentation sur l'Espagne, l'Italie, les Etats-Unis, la Chine, etc...

DE BRANDLER A LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Dans le n° 35 de *Gegen den Strom*, journal de Brandler en Allemagne, on relève notre article paru dans le n° 50 de la *Vérité*, sur le glissement de l'Opposition de droite tchécoslovaque — liée à Brandler, vers la social-démocratie.

Nous avons eu le tort de devancer les événements et d'écrire que toute l'Opposition de droite venait de passer à la social-démocratie, alors que seul un groupe, celui de Brünn a accompli ce geste. Brandler et ses amis, inquiets de ce glissement, se sont maintenant désolidarisés de ce groupe, avec le même opportunisme qui les a fait abandonner leurs candidatures pour les élections générales en Allemagne.

Mais cela ne change rien à l'affaire, et nous répondrons la semaine prochaine sur cette question.

LA DISCUSSION DANS L'OPPOSITION BELGE

Dans le numéro 48 de la *Vérité*, nous avons publié une résolution de la Fédération de Charleroi de l'Opposition belge. La discussion est ouverte sur cette déclaration dans l'Opposition belge.

La semaine prochaine, nous analyserons des résultats déjà acquis par la discussion, qui a déjà rempli deux numéros du *Communiste*.

Depuis un mois des dizaines d'ouvriers sont en grève dans le Nord, une lutte vigoureuse contre le patronat.

Il faut venir à leur aide. Il faut les secourir immédiatement !

C'est un devoir pour chacun de verser son obole pour le soutien des grévistes.

Envoyez directement vos souscriptions au siège de la G.G.T.U., 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris.

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE D'OPPOSITION
Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X°
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Directeur politique : A. Rosmer
Administrateur : P. Frank

Le Gérant : P. FRANK.
Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI°
TÉL. : Mémilmontant 73-26